5e Année, N° 77 - 1er Avril 1929 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE : Adieu au 96, quai Jemmapes. — La légende de Foch. — « Renaud Jean n'a pas à se faire pardonner... » (Pierre Monatte).

Le Syndicalisme révolutionnaire

Du "Capital" aux "Réflexions sur la Violence"

(Suite et fin)

par EDOUARD BERTH

PARMI NOS LETTRES : Réponse d'un « défaitiste ». — La dernière crise du communisme allemand.

Les "jugements" de la C.G.T.U.

Ce que fut la grève du Textile de Rouen

par GERMAINE GOUJON

A TRAVERS LES LIVRES : Les Colonies et le Communisme, par Jacques Doriot (J. P.). — Porte Clignancourt, par Tristan Rémy (B. G.). — La Foire, par Joseph Jolinon (B. G.).

NOTES ECONOMIQUES : Trotsky sort, les bourgeois rentrent. — La « conjoncture » économique et la « conjoncture » psychologique. — L'union fer-charbon. — Trois grands travaux (R. Louzon).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : Le Manuel d'Histoire mis à l'index ! (Roger Hagnauer). — Comptes rendus « absolument inexacts ». — Après le Congrès de la XXe Union : Le point de vue du Syndicat des T. C. R. P.

FAITS ET DOCUMENTS : Les faits de la quinzaine. — « Traître à la Révolution. » — Le rapport de Chabrun sur la conciliation obligatoire. — La C. G. T. U. et les grèves récentes.

ENTRE NOUS : Notre nouveau local. — Une permanence.

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Adm. : 54, r. du Château-d'Eau Paris-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)
Les Notes Economiques (R. Louzon)
La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)
Parmi nos Lettres (De tout et de tous)
A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).
Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)
Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Auffrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Manouy, L. Marent, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 9 heures à midi et de 14 heures à 19 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).

Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne" "LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 9 fr.

Franco ..... 11 fr.
Etranger ..... 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

Adieu au 96 quai Jemmapes

Nous avons quitté notre vieux local historique du 96 quai Jemmapes.

Ainsi que nous l'avions prévu dans le Plan de travail pour l'administration, il a fallu partir; le propriétaire, réclamant ces deux pièces pour son usage personnel, a trouvé satisfaction auprès des juges.

Déjà la Librairie du Travail, qui occupait la boutique, s'était transportée depuis quelques semaines au 17 de la rue de Sambre-et-Meuse, au fond de la cour de l'ancienne coopérative « l'Egalitaire ».

Nous venons d'abandonner la pièce du premier et de porter nos pénates au 54 de la rue du Château-d'Eau. Notez soigneusement notre nouvelle adresse. Elle sera d'ailleurs facile à retenir; dans le mouvement, tout le monde connaît la rue du Château-d'Eau, où se trouve la Bourse du Travail de Paris.

Ce n'est pas sans un brin de tristesse que je quitte notre coin du quai Jemmapes. Tant de souvenirs y restent attachés!

Nous y avions amené la Vie Ouvrière *en janvier* 1911; *fondée en octobre* 1909, *elle avait alors quinze mois. Ça lui ferait bientôt vingt ans, si elle vivait encore, mais il ne reste plus d'elle que le titre.*

Vingt années bien remplies. Ceux qui voudront retracer sérieusement l'histoire du mouvement ouvrier français de ces vingt dernières années ne pourront passer sous silence l'effort de la Vie Ouvrière, *de la tendance dite de la* Vie Ouvrière. *Ils devront évoquer ce modeste local du quai Jemmapes et parler de lui et de la poignée d'opposants à la guerre qui s'y rassemblaient en* 1914, *comme on parle de la rue de la Corderie lorsqu'on rappelle la section parisienne de la* Ire *Internationale.*

Vingt années d'efforts pénibles. Quatre sacrées côtes à grimper : avant la guerre, pendant la guerre, immédiatement après la guerre, enfin après la scission syndicale et après la bolchévisation. Toujours il nous a fallu être ceux qui cherchent les chemins et qui ont le rôle de montrer les difficultés. Les gens n'aiment pas ça; ils préfèrent le terrain plat et les routes bien entretenues.

Quelqu'un a dit : « Dans tout le mouvement français, il n'y a que les gens de la Vie Ouvrière *qui aient vu venir la guerre et qui aient prévu la faillite de la Social-démocratie allemande. » En effet; cette prévision qui semble une chose banale aujourd'hui l'était beaucoup moins de* 1909 *à* 1914; *pour cela, déjà, nous étions traités de pessimistes et de défaitistes, comme l'on se moquait de l'attention que Merrheim portait au patronat de la Métallurgie et que nous étendions à toute l'organisation patronale.*

C'est parce que nous avions mieux prévu que nous avons mieux tenu le coup dans l'orage de 1914. *Nous n'étions pas nombreux. Je revois cette réunion de fin* 1914 *où Grimm, le député socialiste suisse, après avoir fait le tour des divers milieux parisiens, avait convoqué tous les militants restés fidèles à l'internationalisme. Dans tout le parti socialiste, il n'avait trouvé que Dunois. Dans le mouvement syndical, rien que notre groupe de la* Vie Ouvrière, *qui, pour la plus grande part, tenait bon. Nous étions là, Merrheim, Rosmer, Martinet, Tourette, qui est mort, Brisson, des Cuirs et Peaux, qui est mort aussi, Hoschiller, qui est mort moralement. Dumoulin était mobilisé, mais il était d'accord avec nous. Il y avait aussi quelques camarades russes, Martov, Trotsky. Autour de notre grande table, faite de planches mal rabotées, nous n'avions pas besoin de nous serrer pour tenir tous.*

Pendant les années de guerre, c'est du quai Jemmapes que Rosmer et Tourette faisaient partir, non seulement les « Lettres aux abonnés de la Vie Ouvrière », *mais la plupart des brochures du mouvement de Zimmerwald.*

A la démobilisation, au début de 1919, *quand on s'est retrouvé, tous les survivants, et qu'il s'est agi de rassembler les morceaux de la minorité disloquée par la défection de Merrheim, nous n'étions guère nombreux à cette réunion où la reprise de publication de la* Vie Ouvrière *fut décidée. Guère plus nombreux qu'en automne* 1914. *Six mois après, au Congrès confédéral de Lyon, la minorité syndicaliste était solidement reformée. Le courant, même, devenait vite si puissant que nous ne tardions pas à être débordés par les ouvriers de la onzième heure. Fin* 1921, *c'était la scission syndicale. Le mouvement que nous voulions redresser se brisait.*

Nous avions dû essaimer du local trop étroit du quai Jemmapes. Hasfeld avec la Librairie du Travail y étaient restés. La Vie Ouvrière *était montée rue Pelleport. A la scission, découragé, malade aussi, je quitte la* Vie Ouvrière. *Peu à peu, tous nos amis la quittent à leur tour ou en sont chassés, de Chambelland à Louzon. Le vieil esprit de la* Vie Ouvrière, *ce qui avait animé la tendance dite de la* Vie Ouvrière, *ne pouvait plus demeurer dans la nouvelle* Vie Ouvrière; *celle-ci n'avait plus rien de commun avec l'ancienne.*

*Comment nous retrouvâmes-nous un jour à l'*Humanité, *y formant l'îlot de la Vie Sociale? Ce serait trop long à raconter. Nous ne devions pas y camper longtemps. Le jour où l'on nous reprocha de faire perdre au communisme sa vraie figure, nous prîmes nos cliques et nos claques. Bonsoir, tout le monde!*

Il nous fallait une publication où dire notre pensée, ce fut la Révolution prolétarienne; *un coin pour la loger, quand elle encombra trop Godonnèche dans son logement de la rue André-del-Sarte; je me retournai du côté d'Hasfeld. Il y avait assez longtemps que j'avais les inconvénients du bail du quai Jemmapes. Il nous recéda la pièce du premier. Ainsi, après une longue randonnée, nous revenions à notre vieux logis. Et nous y revenions pour y mener une tâche non moins ardue*

que celles que nous y avions menées en 1914 et en 1919.

Cette tâche de défense du mouvement ouvrier et de renaissance syndicaliste, nous la poursuivrons dans notre nouveau petit local; nous y avons emménagé, avec nos fiches d'abonnés et nos collections, l'esprit et l'expérience de cette équipe qui fonda, il y a vingt ans, la Vie Ouvrière, *et il y a cinq ans la* Révolution prolétarienne, *les souvenirs du 96 quai Jemmapes, ces souvenirs qui remplissaient d'orgueil Raymond Lefebvre.*

La légende de Foch

Des funérailles grandioses ont été faites au maréchal Foch. Une foule énorme a suivi son cercueil. Les journaux l'ont comparé à Napoléon. Toute une légende est en train de se former autour de ce mort.

La bourgeoisie a besoin de telles légendes; en grandissant ses chefs, elle espère se grandir elle-même, se redresser, retrouver confiance en sa mission et redonner aux foules cette confiance en elle qu'elles n'avaient plus.

Pour prononcer son oraison funèbre, Foch n'a pas eu un Bossuet, mais simplement Poincaré. Le soldat était de même taille que cet avocat. Ce qui frappe l'esprit quand on regarde la plus longue et la plus sanglante guerre que le monde ait vue, c'est qu'elle fut conduite, en tous pays, par de médiocres hommes d'Etat et de médiocres chefs militaires.

Le vainqueur de la Grande Guerre, où est-il donc? Sans l'entrée en guerre de l'Amérique, sans la Révolution russe qui brisa le moral des troupes allemandes, la Victoire n'aurait-elle pas changé de camp et Ludendorf ne porterait-il pas les lauriers dont s'orne la mémoire de Foch?

Je n'entends pas grand'chose à la technique militaire, mais je ne puis croire que le théoricien de la doctrine officielle de l'Etat-major, la doctrine de l'offensive à tout prix, que le commandant du XXe corps à la déroute de Morhange fût un génie militaire. L'homme qui n'avait, à la fin de la guerre comme au début, qu'un mot d'ordre : Attaquez, attaquez! me semble avoir fait bon marché de la vie des millions de soldats qui étaient sous ses ordres, considération peut-être négligeable au point de vue de l'art militaire, mais il ne me semble pas davantage avoir aperçu les conditions de la guerre moderne où le matériel a pris le pas sur la valeur individuelle du combattant, soldat ou chef, où le combat a revêtu tous les aspects d'une entreprise industrielle de destruction.

Représentant du passé, de la guerre artisane, dans le domaine militaire, qu'était donc Foch quand il demandait, en qualité d'expert militaire, la frontière du Rhin, quand il réclamait par la suite la guerre contre la Révolution russe? Un chrétien, cet homme? Allons donc! Un patriote aveugle? Sans nul doute. Un bourgeois enragé? Sûrement.

La bourgeoisie exploite sa mémoire et lui fabrique une légende. Elle est dans son rôle. Elle veut raffermir son pouvoir ébranlé. Prenons-y garde. C'est déjà trop que les responsables et les chefs de la grande boucherie mondiale de 1914-1918 puissent relever le front. Que de terrain perdu! Ne laissons pas le capitalisme réparer ses lézardes au moyen du patriotisme et de légendes néo-napoléoniennes.

« Renaud Jean n'a rien à se faire pardonner... »

— Alors, tu trouves vraiment que Renaud Jean n'a rien à se faire pardonner? m'a dit un camarade, après avoir lu mon dernier Carnet.

— Il faut s'entendre. J'ai écrit : « Renaud Jean, qui n'a rien à se faire pardonner, se permet de loin en loin quelques libertés ». Bien sûr qu'il n'a rien à se faire pardonner... par les autres, c'est-à-dire par ses copains de la direction du Parti ou même par les dirigeants de l'Internationale. Il n'a pas été jusqu'auboutiste, il n'a pas pleuré à Strasbourg comme Cachin. Il est de ces hommes neufs politiquement, formés au feu de la guerre et de la Révolution russe. Quant à dire qu'il n'a rien à se faire pardonner par nous, c'est autre chose.

— Je comprends ça. As-tu vu dans le compte rendu du Congrès de Lille du Parti communiste ce qu'il y a dit des « épaves » que nous sommes, qu'il n'a pas défendues au moment où on les a exclues et qu'il n'a pas l'intention de défendre?

— Tout ça a peu d'importance. Ce ne sont pas des paroles de ce genre qu'il a à se faire pardonner par nous. Nous n'avons jamais pensé qu'il aurait le courage de nous défendre. Ce n'est même pas l'article malhonnête écrit l'an dernier sur Trotsky complotant avec les Blancs qu'il a à se faire pardonner. Il est assez peu fier de l'avoir écrit après s'être laissé abuser. Non, ce que nous sommes en droit de lui reprocher c'est autre chose. Il s'est dit : « Au diable les querelles intérieures du Parti, moi je reste dans mon coin à m'occuper des questions paysannes. » Ils sont une foule à s'être dit pareille chose; l'un s'occupe de son syndicat, un autre de sa coopérative, un autre de sa mairie. Ce qui se passe hors de là, dans le Parti, dans la C.G.T.U., dans l'Internationale, ne les intéresse pas. Ils ne voient pas, tout comme Renaud Jean, qu'il n'est pas possible de travailler proprement, utilement dans son coin quand tout à l'entour est empoisonné. Aussi quels résultats a obtenus Renaud Jean dans le domaine paysan? Où en est son organisation du Conseil paysan? Elle a tué et avalé la Fédération de l'Agriculture sans en tirer grand profit. Des années ont passé, des efforts ont été dépensés en pure perte. Tout est à reprendre à la base. Le Conseil paysan, comme la Fédération de l'Agriculture, devra conquérir son indépendance à l'égard du Parti communiste au lieu d'en être un instrument.

Voilà ce que Renaud Jean a à se faire pardonner. Il aurait pu faire beaucoup pour l'organisation des paysans petits propriétaires. Voulant être trop habile, il n'a pas fait grand'chose. S'en rend-il seulement compte?

Pierre MONATTE.

Le Syndicalisme révolutionnaire

Du "Capital" aux "Réflexions sur la Violence"

(Suite et fin)

Liberté et personnalité ouvrières, utilisant le fatalisme social créé par le capitalisme : le syndicalisme révolutionnaire pourrait se résumer dans cette formule. Dans sa brochure, *La Décomposition du Marxisme*, Sorel caractérise ainsi la position de la *Nouvelle Ecole* : « La *nouvelle école*, écrit-il (p. 59), ne put acquérir que lentement une claire idée de son indépendance par rapport aux anciens partis socialistes; elle ne prétendait pas former un nouveau parti venant disputer aux autres sa clientèle ouvrière; son ambition était tout autre; c'était de comprendre la nature d'un mouvement qui semblait inintelligible pour tout le monde. Elle procéda tout autrement que ne faisait Bernstein; elle rejeta peu à peu toutes les formules qui provenaient soit de l'utopisme, soit du blanquisme; *elle purgea ainsi le marxisme traditionnel de tout ce qui n'était pas spécifiquement marxiste;* et elle n'entendit garder que ce qui était, suivant elle, le noyau de la doctrine, ce qui assure la gloire de Marx. » « Les auteurs qui avaient critiqué Marx lui avaient souvent reproché d'avoir parlé un langage plein d'images, qui ne leur semblait point convenir à une recherche ayant la prétention d'être scientifique. *Ce sont les parties symboliques regardées jadis comme ayant une valeur douteuse qui représentent au contraire la valeur de l'œuvre.* Nous savons aujourd'hui, *par l'enseignement de Bergson*, que le mouvement s'exprime surtout au moyen d'images, que les formules mythiques sont celles dans lesquelles s'enveloppe la pensée fondamentale d'un philosophe et que la métaphysique ne saurait se servir du langage qui convient à la science » (p. 60).

Or, quel était, suivant Sorel, le noyau du marxisme ? « Le marxisme diffère notamment du blanquisme en ce qu'il écarte la *notion de parti*, qui était capitale dans la conception des révolutionnaires classiques, pour revenir à la *notion de classe*, mais nous n'avons plus la notion vague et vulgaire de la classe du sociologue, considérée comme un amoncellement de gens de même condition; nous avons *une société de producteurs qui ont acquis les idées qui conviennent à leur état et qui se regardent comme une unité tout à fait analogue aux unités nationales.* Il ne s'agit plus de conduire le peuple, mais d'amener les producteurs à penser par eux-mêmes, *sans le secours d'une tradition bourgeoise.* » (p. 48) « Le blanquisme n'est, au fond, que la révolte des pauvres conduits par un état-major révolutionnaire; une telle révolte peut appartenir à n'importe quelle époque; elle est indépendante du régime de la production. Marx considère, au contraire, *une révolution faite par un prolétariat de producteurs qui ont acquis la capacité économique, l'intelligence du travail et le sens juridique sous l'influence même des conditions de la production.* » (p. 45).

Ainsi, selon Sorel, il faudrait distinguer le *marxisme de Marx* et le *marxisme des marxistes* (moi, je ne suis pas marxiste!) le premier doit s'entendre comme un *marxisme de classe*, et le second comme un *marxisme de parti;* et le syndicalisme révolutionnaire avait la prétention d'être précisément ce marxisme de classe, ce marxisme vraiment original et vraiment marxiste, que n'avait pas été le marxisme de parti tant des guesdistes en France que des social-démocrates en Allemagne. Un parti, même ultra-révolutionnaire, n'est jamais qu'un syndicat de *mécontents*, une coalition de *pauvres*, à la tête desquels se met un état-major composé « d'avocats sans cause, de médecins sans malades et d'étudiants de billard », comme disait dédaigneusement Marx, « hiérarques et doctrinaires d'une prétendue science sociale », au nom de laquelle ils s'arrogent le droit de conduire le peuple, considéré comme *chair à canon*, à la conquête de l'Etat moderne. Car l'Etat moderne, écrit Sorel, « c'est un corps d'intellectuels investi de privilèges et possédant des moyens dits politiques pour se défendre contre les attaques que lui livrent d'autres groupes d'intellectuels, avides de s'assurer les profits des emplois publics ». Les syndicalistes, en combattant les partis politiques quels qu'ils fussent, même s'affichant révolutionnaires à tous crins, entendaient au contraire former une classe ouvrière autonome, ne relevant que d'elle-même, sans le secours d'intellectuels transfuges de la bourgeoisie, et ne se donnant plus comme objectif la conquête de l'Etat, mais la grève générale (7), c'est-à-dire une révolte des producteurs sur le terrain même de la production, qui devait amener la chute commune de l'Etat et du Capitalisme. Et, par *grève générale*, il fallait entendre, non pas *un mouvement de masses* utilisé par un parti pour vaincre, en certains cas, les résistances d'autres partis, mais un soulèvement autonome de toute la classe ouvrière, groupée dans ses syndicats, et n'obéissant qu'à ses propres mots d'ordre, non plus *chair à canon* et *masse de manœuvre* entre les mains d'un quelconque Etat-major soi-

(7) Sur le mythe de la grève générale, il faut lire ce qu'en dit M. Pierre Lasserre, dans son volume sur Sorel; la chose en vaut la peine et ne laisse pas d'être... impayable. Le bourgeois libéral qu'il est devenu, après avoir un moment suivi Maurras, n'arrive pas à *avaler* ce mythe, qu'il trouve... ridicule : « La grève générale, écrit-il (p. 209), idéal moralement fécond, vision qui inspire noblement l'âme et en exalte les vertus, comme jadis la vision du royaume de Dieu chez les chrétiens primitifs ! *Il est pénible de voir Sorel prostituer à* cette *application ridicule* son idée intéressante d'historien et de psychologue. » Ce qui est pénible, mais surtout risible, c'est de voir M. Pierre Lasserre étaler ainsi une indignation naïve de bon bourgeois en face d'une idée qui ne peut lui donner évidemment que la chair de poule ; il sera permis sans doute aux ouvriers révolutionnaires de trouver « l'application que Sorel fait de son idée intéressante » moins ridicule que ne la trouve un docte professeur; et l'on ne voit pas du tout pourquoi le nouveau mythe historique serait plus ridicule que le mythe de la démocratie, dont la noblesse a bien pu, naguère, se gausser, et tout aussi naturellement que la bourgeoisie peut se rire de la grève générale; on ne peut évidemment pas demander à une classe d'admirer le moyen qu'une classe adverse compte employer pour l'évincer de la scène historique; elle n'a d'autres ressources que d'essayer, au contraire, de le frapper de ridicule! Mais si M. Pierre Lasserre était vraiment un philosophe, et non pas un bourgeois habille en pseudo-penseur, il aurait pu s'élever à une compréhension plus juste de la nouvelle force historique destinée à promouvoir la nouvelle civilisation.

disant révolutionnaire, mais corps indépendant, personnalité juridique vraiment maîtresse d'elle-même, parvenue à la pleine conscience de ses destinées originales et s'élevant, comme disait Proudhon, à la hauteur d'un nouveau patriciat, « société de producteurs qui ont acquis les idées qui conviennent à leur état *et qui se regardent comme ayant une unité tout à fait analogue aux unités nationales* ». Ceci est tout à fait capital, pour comprendre la théorie de la violence sorélienne. Il n'y a pas de grèves, observait Sorel, sans violences, c'est-à-dire, sans tentatives, de la part des grévistes, pour intimider les non-grévistes et les entraîner dans le mouvement, la classe ouvrière se considérant comme *un véritable Etat en guerre* et traitant les non-grévistes, comme un Etat traite, en guerre, les insoumis, les réfractaires et les déserteurs, sans que ceux-ci soient en droit de revendiquer une quelconque liberté sacrée individuelle, pour s'abstenir de marcher à la frontière. Ces violences sont donc uniquement des *faits de guerre* et sont destinées, non seulement à assurer la cohésion parfaite des troupes d'assaut, dont le succès dépend de leur « unanimité héroïque » (comme dit Proudhon), mais à briser la résistance de *l'ordre bourgeois*, appuyé sur ses deux colonnes, le Capital et l'Etat, et à instaurer, sur leur ruine commune, *un ordre libre*. Elles n'ont donc rien à voir avec le déploiement autoritaire d'une force publique s'entourant d'un appareil pseudo-juridique pour écraser toute opposition et l'anéantir. Sorel distingue la *force bourgeoise* et la *violence prolétarienne*, la première essentiellement jacobine et assurant la prédominance absolue de l'Etat, la seconde, expression libertaire d'une révolte tendant à supprimer, au contraire, l'Etat, ou, tout au moins, à le subordonner nettement à la société productrice. Le fascisme, lui, est un simple aspect de la force bourgeoise; il tend à exalter l'Etat et à concentrer en lui toutes les puissances de la nation incarnée en un dictateur; il est donc absolument vain et dérisoire de vouloir transformer Sorel en « père spirituel du fascisme »; la différence entre les conceptions fascistes et les conceptions soréliennes est, au contraire, radicale. La bourgeoisie marche toujours vers l'autorité; le libéralisme bourgeois n'est qu'en façade, et, comme disait Marx, *l'Ancien Régime est le défaut caché de l'Etat moderne*; le fascisme, dont le but essentiel est de restaurer l'Etat, ne peut donc être que bourgeois, quoi qu'il veuille bien dire ou prétendre; il n'est, je le répète, qu'un aspect de la force bourgeoise, l'Ancien Régime réapparaissant à la surface et faisant éclater le vernis pseudo-libéral de l'Etat moderne. Le prolétariat révolutionnaire marche au contraire vers la liberté; il est affamé de liberté; il a horreur de toute dictature à forme jacobine : « Purs de toute ambition, écrivait Pelloutier, prodigues de nos forces, prêts à payer de nos personnes sur tous les champs de bataille, et, après avoir rossé la police, bafoué l'armée, reprenant, impassibles, la besogne syndicale, obscure, mais féconde », c'est ainsi qu'il caractérisait les militants syndicalistes. « Proscrits du parti, disait encore ce grand socialiste, parce que, non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas, des révoltés de toutes les heures, des hommes sans dieux, sans maître et sans patrie, *les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à dire des lois et des dictatures, y compris celle du prolétariat.* » On voit par là en quoi le bolchevisme se distingue du syndicalisme révolutionnaire : les *bolchevicks* ont établi, eux qui n'étaient en définitive que des *intellectuels révolutionnaires*, une dictature soi-disant prolétarienne; mais ils pourraient, à la rigueur, n'apparaître que comme incarnant, eux aussi, la force bourgeoise, suppléant à l'absence de bourgeoisie russe, capable de jouer en Russie le rôle que les bourgeoisies anglaise et française ont joué en Angleterre et en France. Si Sorel a écrit néanmoins un *plaidoyer pour Lénine* (remarquons d'ailleurs l'expression : *plaidoyer*, qui implique évidemment qu'il y a lieu à défense et à plaidoirie) et s'il n'a pas, je le répète, écrit un *plaidoyer pour Mussolini*, c'est qu'il a considéré précisément Lénine comme une manière de successeur de Pierre-le-Grand et qu'il estimait que le bolchevisme était justiciable avant tout de l'histoire russe, ayant un rôle historique déterminé à remplir en Russie — mais non du tout un modèle à suivre aveuglément par les prolétariats historiquement plus développés de l'Occident. La dictature, en Russie, n'est d'ailleurs promue qu'à titre provisoire, pour assurer une transition; en Italie, au contraire, le fascisme ne peut évoluer que dans le sens de plus en plus dictatorial, sans parvenir jamais à la normalisation juridique.

⁂

Ainsi, la violence sorélienne apparaît avec un caractère tout particulier, et c'est commettre une erreur d'interprétation énorme et totale que de la confondre, peu ou prou, avec la *violence fasciste*, expression de la force bourgeoise et retour morbide de l'Etat moderne à des formes ancien régime. Le fascisme s'oppose à la démocratie, mais il y a deux façons de s'opposer à la démocratie — en *réactionnaire* ou en *révolutionnaire*; — et si le prolétariat est le contradicteur de la démocratie, il en est aussi l'héritier (8); et la lutte de classes ne peut se développer que sur le terrain de l'Etat moderne. Sorel n'eut jamais, d'ailleurs, aucune espèce de tendresse ou d'indulgence pour aucune forme de jacobinisme ou de blanquisme. Il suffit de relire, dans les *Réflexions sur la violence*, le chapitre intitulé *Les préjugés contre la violence*, pour voir qu'il n'y a pas de confusion possible entre la violence sorélienne et les « exploits » du fascisme. Je cite les passages les plus caractéristiques: « Les idées qui ont cours, écrit Sorel, dans le grand public, au sujet de la violence prolétarienne, ne sont point fondées sur l'observation des faits contemporains et sur une interprétation raisonnée du mouvement syndical actuel; elles dérivent d'un travail de l'esprit infiniment plus simple, d'un rapprochement que l'on établit entre le présent et des temps passés; elles sont déterminées par les souvenirs que le mot *révolution* évoque d'une manière presque nécessaire. On suppose que les syndicalistes, par le seul fait qu'ils s'intitulent révolutionnaires, veulent reproduire l'histoire des révolutionnaires de 93. Les blanquistes, qui se regardent comme les légitimes propriétaires de la tradition terroriste, estiment qu'ils sont, par cela même, appelés à diriger le mouvement prolétarien; ils montrent pour les syndicalistes beaucoup plus de condescendance que les autres socialistes parlementaires; ils sont assez disposés à admettre que les organisations ouvrières finiront par comprendre qu'elles n'ont rien

(8) Dans une note de la *Ruine du Monde antique*, Sorel écrit : « De ce que la formation guerrière de la démocratie française a préparé la voie au socialisme, il n'en résulte pas que celui-ci soit un développement du mouvement démocratique. Le socialisme, en acquérant la conscience de ses propres fins, se pose en contradicteur de la démocratie, tout en collaborant parfois avec elle, comme parti politique. Il est à la fois l'allié et l'adversaire des anciens partis populaires, tant que la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat ne remplit pas toute la vie politique et sociale. » (2e édition, p. 140.)

de mieux à faire qu'à se mettre à leur école. » Or, « nous devons nous demander si la férocité des anciens révolutionnaires ne tiendrait pas à des raisons tirées de l'histoire de la bourgeoisie, en sorte que l'on commettrait un contre-sens en confondant les abus de la force bourgeoise révolutionnaire de 93 avec la violence de nos syndicalistes révolutionnaires : le mot *révolutionnaire* aurait ainsi deux sens parfaitement distincts ». « De l'Inquisition à la Justice politique de la royauté et de celle-ci aux tribunaux révolutionnaires, il y avait eu constamment progrès dans le sens de l'arbitraire des règles, de l'extension de la force et de l'amplification de l'autorité. L'Eglise avait eu, très longtemps, des doutes sur la valeur des procédures exceptionnelles que pratiquaient ses inquisiteurs. La royauté n'avait plus eu autant de scrupules, surtout quand elle eut acquis sa pleine maturité; mais la Révolution étalait au grand jour le scandale de son culte superstitieux de l'Etat. » « Nous ne sommes peut-être pas meilleurs, plus humains, plus sensibles aux malheurs d'autrui que n'étaient les hommes de 93; mais nous n'avons plus autant que nos pères la superstition du Dieu-Etat, auquel ils sacrifièrent tant de victimes. La férocité des Conventionnels s'explique facilement par l'influence des conceptions que le Tiers-Etat avait puisées dans les pratiques de l'Ancien Régime et de la Révolution. » « L'expérience a toujours montré jusqu'ici que nos révolutionnaires arguent de la raison d'Etat, dès qu'ils sont parvenus au pouvoir, qu'ils emploient alors des procédés de police et qu'ils regardent la justice comme une arme dont ils peuvent abuser contre leurs ennemis. Les socialistes parlementaires n'échappent point à la règle commune; ils conservent le vieux culte de l'Etat; ils sont donc préparés à commettre tous les méfaits de l'Ancien régime et de la Révolution. » « Je crois qu'en voilà assez (Sorel vient d'examiner la conduite et les écrits de Jaurès) pour me permettre de conclure que si, par hasard, nos socialistes parlementaires arrivaient au gouvernement, ils se montreraient de bons successeurs de l'Inquisition, de l'Ancien Régime et de Robespierre; les tribunaux politiques fonctionneraient sur une grande échelle et nous pouvons même supposer que l'on abolirait la *malencontreuse* loi de 1848, qui a supprimé la peine de mort en matière politique (9). Grâce à cette réforme, on pourrait voir de nouveau l'Etat triompher par la main du bourreau. Les violences prolétariennes n'ont aucun rapport avec ces proscriptions; elles sont purement et simplement des *actes de guerre;* elles ont exactement la valeur de démonstrations militaires et servent à marquer la séparation des classes. Tout ce qui touche à la guerre se produit sans haine et sans esprit de vengeance; en guerre, on ne tue pas les vaincus; on ne fait pas supporter à des êtres inoffensifs les conséquences des déboires que les armées peuvent avoir éprouvés sur les champs de bataille; la force s'étale alors suivant sa nature, sans jamais prétendre rien emprunter aux procédures juridiques que la société engage contre les criminels. Plus le syndicalisme se développera, en abandonnant les vieilles superstitions qui viennent de l'Ancien régime et de l'Eglise — par le canal des gens de lettres, des professeurs de philosophie et des historiens de la Révolution — *plus les conflits sociaux prendront un caractère de pure lutte semblable à celle des armées en campagne.* On ne saurait trop exécrer les gens qui enseignent au peuple qu'il doit exécuter je ne sais quel mandat superlativement idéaliste d'une Justice en marche vers l'avenir. Ces gens travaillent à maintenir les idées sur l'Etat qui ont provoqué toutes les scènes sanglantes de 93, *tandis que la notion de lutte de classe tend à épurer la notion de violence.* » Et, après avoir parlé de *l'antimilitarisme* et de *l'antipatriotisme* des syndicalistes, Sorel termine ainsi : « Nous avons le droit de conclure de là que l'on ne saurait confondre les violences syndicalistes exercées au cours des grèves par les prolétaires qui veulent le renversement de l'Etat, avec ces actes de sauvagerie que la superstition de l'Etat a suggérés aux révolutionnaires de 93, quand ils eurent le pouvoir et quand ils purent exercer sur les vaincus l'oppression — en suivant les principes qu'ils avaient reçus de l'Eglise et de la royauté. *Nous avons le droit d'espérer qu'une révolution socialiste poursuivie par de purs syndicalistes ne serait point souillée par les abominations qui souillèrent la révolution bourgeoise.* »

On ne saurait être plus clair : la violence prolétarienne n'a rien de commun, selon Sorel, ni avec la violence blanquiste, ni avec la violence fasciste; ses actes ne sont comparables *qu'aux actes de guerre d'une armée en campagne, qui exerce dans toute sa pureté* et, peut-on ajouter, toute sa moralité, *ce droit de la force,* dont Proudhon, dans son livre, *la Guerre et la Paix,* avait discerné l'existence et proclamé la légitimité — et ne rappellent en rien ces proscriptions de tribunaux révolutionnaires, où les régimes de Terreur se servent de la Justice comme d'une arme pour écraser leurs adversaires et anéantir toute opposition. Les syndicalistes révolutionnaires ont décidément rompu avec toutes les conceptions héritées de l'Inquisition, de la Royauté et de la Révolution de 93 et qui faisaient de l'Etat une sorte de Dieu et de sinistre Moloch, à qui tout devait être sacrifié, et que Mussolini, en Italie, ressuscite à l'heure actuelle dans toute leur férocité : leurs violences ne tendent pas à restaurer l'Etat traditionnel en lui infusant même une force nouvelle, mais, au contraire, à le détruire radicalement pour permettre l'éclosion d'un ordre nouveau, qui serait essentiellement *un ordre libre.*

⁂

Du « Nouveau Christianisme » ou du « Nouveau Monde industriel et sociétaire », au *Capital,* et du *Capital* aux *Réflexions sur la Violence;* de l'Utopie à la Science, et de la Science à la phase de l'Ethique vivante : telle est, en dernière analyse, l'évolution qui a fait passer le socialisme de l'état dogmatique, doctrinaire et fantastique où il n'était encore que la rêverie d'un penseur isolé, attendant d'une puissance sociale quelconque la réalisation de son rêve, à l'état de *parti,* où des intellectuels révolutionnaires, au nom de la Science, essaient de dresser contre l'ordre de choses existant un prolétariat considéré encore comme un simple instrument, et, pour ainsi dire, comme *chair à canon* (car tel fut bien, en somme, le marxisme des marxistes, sinon le marxisme de Marx, et celui-là seul importe, en définitive, comme ayant été le marxisme historique) pour parvenir enfin à l'état de *vrai mouvement prolétarien,* où la classe ouvrière prend conscience de soi et devient la maitresse de ses destinées; Utopie, Science, Mythe : le socialisme, de tout à fait *extra-prolétarien,* descend de plus en plus dans la réalité prolétarienne, pour finir par s'identifier à elle et l'épouser pleinement; le marxisme des marxistes, ce que j'ai appelé *marxisme orthodoxe,* constitue la phase intermédiaire, où des intellectuels révolutionnaires formant l'Etat-major d'un Parti, et simples successeurs, en définitive, des utopistes, par cela même qu'ils entrent dans l'arène parlementaire, muent l'utopie en réforme, et, de *révolutionnaires,* deviennent réformistes — évolution fatale que tous

(9) Mussolini, en effet, ex-socialiste, ex-républicain, vient de l'abolir en Italie.

les partis socialistes ont subie et devaient subir. Avec Sorel enfin, et le syndicalisme révolutionnaire, dont il s'est fait l'interprète, nous avons un prolétariat révolutionnaire vraiment majeur, maître de sa personne et de ses destinées, et dont le mythe de la grève générale exprime la volonté de puissance — un mythe pur de toute utopie, comme de tout scientisme. Les utopistes appartenaient encore, philosophiquement, au XVIIIe siècle; derrière l'utopie, il y a en effet le *despote éclairé*, et se dessine le profil de Napoléon, démiurge social; les marxistes orthodoxes relèvent, eux, de cette période où les dieux furent l'Evolution et la Science, Hegel, Spencer, Auguste Comte; et, si, enfin, Bergson fut le philosophe de Sorel, ce ne fut pas là certes un hasard ou un caprice; car Bergson, c'est précisément le philosophe de l'Evolution créatrice, du Devenir réel, de l'Ethique vivante, s'incarnant dans un mouvement — le mouvement prolétarien.

Edouard BERTH.

Parmi nos Lettres

Réponse d'un « défaitiste »

Le camarade André Juin nous avait adressé un court article en réponse à la note de Louzon sur les « défaitistes », parue dans notre numéro du 15 décembre. Nous lui avions demandé de développer sa pensée. Il ne le fera que plus tard. En attendant, voici ce qu'il nous avait écrit, et qui, on le verra, demande développement et discussion :

Sous le titre « Les défaitistes », Louzon dans le n° du 15 décembre de la R. P., a traité une question qui mériterait selon moi un meilleur sort.

Parlant de ceux qui se demandent si, après tout, les mencheviks n'avaient pas raison en prétendant que la Russie n'était pas mûre pour la Révolution, Louzon conclut : « Question éminemment oiseuse... on démontre le mouvement en marchant. La Russie a démontré sa maturité révolutionnaire en faisant la Révolution... »

Pour ceux que ne contentent pas « la mort de Lénine », « la corruption bureaucratique », « le Stalinisme », etc..., et qui, cherchant les causes ailleurs, seraient tentés de penser comme les mencheviks, il serait facile de répondre à Louzon et à l'instar : « ...On démontre le mouvement en marchant. La Russie en s'éloignant du socialisme a démontré son manque de maturité révolutionnaire... »

Pour confirmer son jugement, Louzon nous indique qu'en Russie les deux critériums marxistes les plus importants de la Révolution prolétarienne étaient obtenus en 1917 : Concentration capitaliste, maturité révolutionnaire du prolétariat.

Quand on parle de la Révolution prolétarienne, on a coutume d'ajouter qu'elle libérera toutes les autres classes. Que signifie cela?

Cela signifie que le prolétariat au pouvoir, mettant en action l'appareil productif au seul profit de la collectivité, procurera à celle-ci un niveau de vie jusqu'alors inconnu pour elle. En d'autres termes, que la révolution prolétarienne doit être accompagnée d'une amélioration pour tous; c'est-à-dire pour l'ouvrier d'une diminution de son temps de travail et d'une augmentation notable de son salaire réel ; pour le paysan, d'une large mise à sa disposition d'outils, de machines agricoles, engrais, semences... etc... à des conditions infiniment meilleures que le faisait le capitalisme. Cela suppose donc non seulement une industrie concentrée (ce qui est insuffisant; exemple en Chine) mais, encore et surtout, suffisante en qualité et en quantité.

Si ce critérium était atteint, croyez-vous Louzon que la question de la « smitchka » (1) se poserait toujours avec plus d'acuité en U.R.S.S. et que la crise des ciseaux serait si longue à résoudre?

Ou alors cela dépend donc des dirigeants actuels de la Révolution russe ; mauvais économistes pour ne pas dire plus; mais alors que devient le deuxième critérium: le prolétariat évolué ayant « acquis une conscience suffisante » c'est-à-dire, si nous comprenons bien, une masse organisée possédant une conscience de classe très nette et une connaissance non moins nette de ses intérêts? Car enfin si le prolétariat russe en était à ce point, comment concevoir qu'il ait laissé escamoter ses droits par les bolcheviks ?

Louzon prétend justement que la Révolution d'Octobre ne fut pas accomplie par un petit groupe d'hommes, mais il oublie de préciser qu'elle fut préparée et dirigée par le petit groupe d'hommes qui constituait l'actif du Parti bolchevik et c'est là qu'apparaît la position fausse de Louzon et de bien d'autres : Reconnaître la valeur révolutionnaire du bolchevisme et en réprouver les effets!

Quand on se dresse contre la tyrannie qui musèle la classe ouvrière et l'empêche d'évoluer librement dans ses organisations de classe, on ne peut faire autrement que reconnaître le caractère anti-démocratique de cette théorie qui put être excellente pour s'emparer du pouvoir dans des circonstances et une situation toutes particulières, mais s'avère néfaste quand il s'agit pour la classe ouvrière d'exercer le pouvoir à son profit et en son nom.

Le Bolchevisme ne s'accommode pas d'éclectisme; de lui, il faut tout accepter, ou s'en séparer et le combattre. C'est ce que beaucoup ne veulent pas reconnaître par crainte de tomber dans le « menchevisme ».

Les mencheviks ne furent pas contre la Révolution puisqu'ils furent les premiers combattants de février 1917. Leur « trahison » ne fut pas surtout de refuser les usines aux ouvriers et la terre aux paysans, puisque les premiers n'obtinrent le décret de nationalisation qu'après six mois de pouvoir bolchevik et se virent peu après écartés de la direction effective des usines. Quant aux seconds, ils n'avaient pas attendu le décret bolchevik pour commencer l'expropriation des féodaux déjà en route pour l'émigration.

La trahison menchevik fut surtout — et c'est énorme — de ne pas avoir su arrêter la guerre. C'est là tout le secret du rapide succès des bolcheviks. Leur trahison, ce fut de voir dans la guerre contre le militarisme allemand une « guerre progressive », et de se croire de ce fait obligés de la continuer aux côtés des impérialismes alliés. Leur trahison fut de ne pas voir que la revendication immédiate par excellence de l'époque était la Paix.

Il me paraît mauvais d'éluder d'aussi graves questions de telle façon; je ne veux pas dans un article aussi insuffisant prendre la défense des mencheviks, mais seulement rappeler aux camarades qu'il ne suffit pas de frapper d'ostracisme telle ou telle théorie et leurs interprètes plus ou moins avoués pour que la question soit résolue, car les événements la reposant inlassablement, se chargent de démolir cette façon de faire.

En vérité, ce dont nous souffrons, c'est d'un grand manque d'objectivité; on croit discuter largement et on ne s'aperçoit pas que la discussion se meut dans un cadre étroit limité par la « trahison » des mencheviks et l'infaillibilité de Lénine.

Les leçons de l'expérience russe sont loin d'être toutes tirées; Loriot s'est attelé à la tâche sans crainte de bouleverser l'ordre établi. La R. P. ferait bien de le suivre sur le même terrain, et Louzon qui nous a habitués à de sérieuses études économiques, ne manquerait pas cette fois encore, de nous apporter une nourriture très substantielle. Quant à moi, je tâcherai dans un tel cas de défendre solidement ma thèse que je ne puis qu'effleurer ici.

(1) Smitchka : liaison pacifique entre la ville et la campagne.

⁂

La dernière crise du communisme allemand

Un bon camarade nous donne son appréciation de la dernière crise du communisme allemand et critique le point de vue de Frœlich et de Walcher sur la question des inorganisés. C'est précisément sur cette question que nous nous sentons d'accord avec la nouvelle opposition

communiste allemande; et peut-être sur cette question seulement. Comme Frœhlich et Walcher, nous pensons que les militants révolutionnaires doivent combattre obstinément à l'intérieur des vieilles organisations syndicales. Notre correspondant, lui, donne raison au Parti officiel. Voici sa lettre :

Vous voulez savoir quelque chose sur l'opposition en Allemagne. C'est très difficile. Frœhlich, Walcher sont des garçons excellents, sérieux, spartakistes de la première heure. Peut-être un peu trop consciencieux pour la génération présente.

En 1923, leur groupe était contre le mot d'ordre de la révolution immédiate. Je les ai regardés toujours comme les sauveurs du prolétariat allemand.

Dans le conflit de la Ruhr, ils ont commis, d'après moi, une grande faute de principe. Le parti communiste était pour l'organisation de Comités de non-organisés. Le Parti avait raison, Frœhlich et ses amis contrecarrèrent ouvertement cette action du Parti, se subordonnant au mouvement corporatif réformiste. Ils n'osèrent pas provoquer un mouvement hors du mouvement syndical. Et il faut savoir ce qu'est le mouvement syndical officiel en Allemagne.

Frœhlich et Cie sont jusqu'à un certain point des gens qui ont encore le respect d'avant-guerre pour l'idée d'organisation. Ils ne peuvent pas se figurer une grève sans organisation presque complète des travailleurs. Leur respect de l'ouvrier organisé les empêche de s'adresser à la foule non organisée. C'est de ce point de vue qu'ils étaient, avant 1914, toujours parmi les ennemis les plus acharnés du mouvement syndicaliste français.

Je ne crois pas qu'ils aient raison. Mais ils ont plus de sympathie en Allemagne que n'en a eue avant eux aucune autre opposition. Mais ils seront tout de même tout à fait isolés. Ils sont les boucs émissaires de 1923. Ce sont des officiers sans troupes. Cependant il y a un malaise dans le parti, qui ne se traduit pas par une diminution des effectifs — mais beaucoup de militants qui restent dans le parti sont découragés et se retirent du travail du parti. On doit dire que dans le cas présent, Frœhlich et Cie ont tort — mais on n'a aucune confiance dans les gens qui sont à la tête du mouvement. Je dirai que Frœhlich et ses amis n'ont pas raison, mais que la Centrale et l'appareil sont bêtes et plus que ça...

Les "jugements" de la C. G. T. U.

Ce que fut la grève du Textile de Rouen

Selon que vous serez « lignard » ou pas « lignard », La Cour confédérale vous fera blanc ou noir.

Les camarades qui suivent attentivement les luttes ouvrières ont bien lu dans « l'Humanité » qu'il y avait eu des grèves dans le Textile à Rouen et à Darnétal, mais ils ont cru comprendre que le mouvement avait été magnifique à Darnétal et plutôt malheureux à Rouen. Depuis, on a pu lire, dans le compte rendu du Congrès de la 20e Union Régionale, ainsi que dans un article de Monmousseau, dans la « Vie Ouvrière », que la grève de Rouen avait échoué, que l'échec en était dû au mauvais travail du Syndicat, et que, du reste, cette grève n'avait été déclenchée que pour relever le prestige des minoritaires de Rouen, d'Engler et de Germaine Goujon en particulier. Enfin, dans une résolution spéciale, la Commission des grèves de la C. G. T. U. a complètement condamné le mouvement de Rouen, cependant que la grève de Darnétal est couronnée de fleurs.

Voyons, pour les camarades de la Minorité, et pour tous ceux qui veulent se renseigner exactement, quelle est la vérité dans ces affirmations officielles.

En passant, merci à Monmousseau, pour le « prestige d'Engler »; mais, vraiment, notre camarade n'a pas eu besoin de lui pour mener à bien la grève des Dockers de juin-juillet 1928 (1), et son influence ne diminue pas parmi les 2.000 dockers syndiqués du port, n'en déplaise au Secrétaire confédéral.

« Aucune préparation véritable... »

Pour ce qui est de la grève du Textile, c'est bien Engler et Germaine Goujon qui ont lancé le mot d'ordre de grève dans un meeting enthousiaste, où étaient réunis 2.000 travailleurs de la corporation. La Commission des grèves prétend qu'il n'y eut « aucune préparation véritable ». Qu'on en juge !

Les revendications avaient été déposées à la date du 8 août devant la Chambre patronale, après avoir été développées dans toutes les réunions du Textile; elles avaient, d'ailleurs, été élaborées par les ouvriers eux-mêmes dans leur assemblée générale.

Au point de vue salaires, nous réclamions 65 % au lieu de 42 % sur les tarifs de 1920, qui sont toujours en vigueur, soit 23 % d'augmentation.

Tous les ouvriers connaissaient nos revendications. Nous n'avions qu'une faible proportion de syndiqués (400 sur 10.000 ouvriers à Rouen et dans la banlieue immédiate). Chacun s'attendait cependant à ce que les patrons donnent au moins 8 à 10 %.

Le 11 octobre, nous rappelons nos revendications, toujours en le faisant savoir aux ouvriers; là où nous avons des syndiqués, un cahier comprenant les revendications particulières est établi, les délégués le transmettent aux directions d'usines et les ouvriers attendent avec impatience la réponse patronale.

Le 22 octobre, les patrons, sur décision de la Chambre patronale, affichent 4 % d'augmentation dans toutes les usines, d'où colère des ouvriers, qui savaient que le syndicat avait demandé 23 %, et qui s'attendaient à avoir au moins 8 à 10 %.

A l'usine Lailler, où il n'y avait pas de syndiqués, une délégation se rend auprès du patron; ce dernier l'envoie au syndicat ouvrier ; les délégués y viennent ; ensemble, nous établissons les revendications de l'usine, et quand nous allons auprès de la direction, le patron se retranche derrière la Chambre patronale. Les ouvriers veulent faire grève tout de suite; nous leur demandons d'attendre deux jours, le temps de faire une nouvelle démarche auprès de la Chambre patronale, et aussi d'alerter les autres usines.

Le même jour, l'usine La Foudre veut partir aussi, l'usine Motte n'attend également qu'un mot pour partir. Darnétal gronde en même temps ; l'usine Thaon me fait demander pour le lundi 22 ; je leur dis d'attendre jusqu'au lendemain, une réunion de propagande étant prévue ; je leur recommande de se mettre d'accord avec les usines de la même firme, d'établir les mêmes revendications et d'engager leur action avec ensemble.

---

(1) Voir l'article de Lalande, numéro 66 de la R. P.

Devant cette situation, nous décidons d'envoyer une nouvelle lettre à la Chambre patronale, demandant une réponse pour le jeudi 25 ; nous demandons aux ouvriers, dans des réunions à la porte des usines, d'attendre jusqu'à cette date ; nous organisons un vaste meeting pour le jeudi. Le mercredi, nous distribuons des tracts à la porte de toutes les usines ; résultat : la Bourse du Travail est pleine à craquer. Le mécontentement était à son comble. Les trois usines n'étaient plus isolées, mais la majorité des ouvriers et ouvrières des usines de Rouen étaient décidés à la bataille. Il n'y avait pas à tâtonner, à attendre que tous les ouvriers soient prêts, comme l'a dit Richetta ; il fallait battre le fer pendant qu'il était chaud, et nous n'avons pas hésité à lancer le mot d'ordre de grève pour le lendemain.

Le vendredi matin, 9 usines étaient arrêtées ; nous en comptions 14 à midi, et, le samedi, 17.

Dans le même temps, entre le mardi et le jeudi, les usines de Darnétal entraient en grève les unes après les autres ; il y avait en tout 25 usines dans la bataille, près de 8.000 ouvriers.

Voilà pour le déclenchement de la grève, et pour la prétendue absence de préparation.

Pas de grèves sur commande.

On nous reproche d'avoir fait une grève partielle, de ne pas avoir préparé la grève générale dans la Région rouennaise. Il y a des camarades qui pensent que, dans la situation présente, et dans une agglomération comme notre région, on peut faire des grèves sur commande. Malheureusement, ces camarades manquent de psychologie ; ils nous permettront de leur dire que si nous avions dû attendre que tous les ouvriers soient prêts, les patrons auraient pu dormir encore un moment sur leurs deux oreilles ; nous aurions laissé les meilleurs se refroidir ; ils se seraient retournés contre le syndicat qui les aurait empêchés de faire grève, ils n'auraient pas compris cette attitude, ils auraient été dégoûtés, et les patrons satisfaits. L'organisation n'y aurait rien gagné, ni en nombre, ni en influence.

Nous disons à ces stratèges qu'il ne peut y avoir une tactique unique et invariable de grève, mais qu'il doit y avoir surtout une psychologie des situations suivant les désirs, la mentalité des masses et suivant l'industrie ou la région. C'est aux militants de voir clair dans leur affaire et d'essayer de tirer le maximum de résultats pour la classe ouvrière en employant les moyens adéquats à la situation.

Nous avons pensé, quant à nous, que nous ne pouvions pas freiner le mouvement, qu'il fallait, pour faire céder la Chambre patronale, entraîner le plus d'usines possible dans l'action. C'est ce que nous avons fait.

Certes, pour faire fléchir la Chambre patronale, il aurait fallu pouvoir tenir plus longtemps. Il aurait fallu pouvoir distribuer des secours en quantité suffisante; la presque totalité des grévistes en avaient besoin. Les forces de police, les manœuvres patronales, qui sont les mêmes partout, ébréchèrent le bloc des combattants le dixième jour. Nous essayons d'avoir des patrons individuellement, nous insistons auprès de la Chambre patronale ; c'est l'intransigeance complète. Dans cette situation, en accord avec les délégués de la C. G. T. U., nous décidons de demander aux grévistes de reprendre le travail le treizième jour. Ça n'est pas sans cris de rage, mais il ne fallait pas que la grève se termine en « queue de poisson » ; il valait mieux rentrer en bloc, sauver ce qui pouvait être sauvé, préserver l'organisation pour pouvoir, par la suite, travailler à l'intérieur des usines.

La rentrée a été merveilleuse ; les chefs étaient piteux, les ouvriers ne se sentaient pas vaincus. Depuis, un patron a voulu lock-outer pour débaucher les meilleurs éléments ; il a dû y renoncer, tous les ouvriers étant sortis de nouveau, et ayant exigé la rentrée de tous.

Les sections syndicales d'usines fonctionnent, les délégués d'usines remplissent leur rôle, des collecteurs sont désignés pour chaque salle d'usine ; elles se réunissent chaque mois à date fixe ; les journaux d'usines sont distribués régulièrement. Les grandes usines sont celles qui marchent le mieux. A part cela, il n'y a aucune organisation à Rouen.

Après la grève, nous avons eu dix renvois, dix affaires que nous avons gagnées devant les Prud'hommes où les ouvriers furent défendus par le syndicat.

Drôle de solidarité !

Il est dit dans la résolution de la Commission des grèves que le Comité de Grève n'a pas fonctionné Or, il y eut, par usine, 5 délégués pour le travail d'organisation, et un camarade pour faire partie du Comité de grève; celui-ci se réunissait journellement et prenait toutes les décisions en accord avec Ruchon, Bernadette Cattanèo et Gautier pour la 19e Union.

Sur la solidarité, la 19e Union régionale qui, paraît-il, a fait le rapport le plus tendancieux qui soit à la Commission des grèves, aurait dû avoir la pudeur de se taire. Alors que la C. G. T. U. a, dit-on, envoyé 14.000 fr., que la 19e Union a voté 3.000 francs, total : 17.000 fr., nous n'en avons pas vu un sou à Rouen. Nous avons dû organiser la solidarité avec nos seules collectes et les sommes votées par quelques syndicats de Rouen, tels le Syndicat du Port, qui nous donna 2.000 fr., le Syndicat de la Chambre de Commerce, le Syndicat des ouvriers des P. T. T.

Nous avons réclamé à la 19e Union de nous payer nos frais de procès devant le tribunal civil; nous avons essuyé un refus formel. Par contre, l'Union eut le toupet de nous réclamer le contrôle de notre caisse de grève où elle n'avait pas versé un sou. (C'est vrai, j'oubliais : Caruel a donné 75 fr. de secours à une camarade en lui défendant de le dire aux autres et surtout à G. Goujon. Et il a fait payer une contravention de 70 fr. par le Secours Rouge !) Nous étions une moyenne de 5.000 grévistes à Rouen ; il y en avait environ 2.500 à Darnétal. Tous les secours sont allés à Darnétal, et Rouen a passé devant la glace.

La réponse des ouvriers de Rouen.

Quand la résolution sur les grèves de Rouen-Darnétal fut publiée, les ouvriers et ouvrières de Rouen étaient tellement en colère que Richetta, Alice Brisset et Henri Gautier se rappelleront la réception qui leur fut faite ; ils venaient, disaient-ils, rien que pour parler de la Conférence féminine, mais s'ils avaient

l'intention de faire « l'autocritique » de la grève devant les syndiqués, ils ont été bien servis.

Les ouvriers de Rouen ont, en effet, voté un ordre du jour repoussant la résolution de la Commission des grèves, malgré les protestations de Richetta, et les lamentations d'Alice Brisset.

Voici le texte de cet ordre du jour, accepté à l'unanimité, le samedi 10 mars :

Les ouvriers et ouvrières syndiqués du Syndicat du Textile de Rouen,

Repoussent d'une façon catégorique la résolution votée par la Commission Centrale des Grèves et ratifiée par la C. E. de la C. G. T. U., remplie d'inexactitudes et faite de parti pris contre le bureau du syndicat ; les travailleurs syndiqués du Textile, assurent de toute leur confiance leur bureau ainsi visé.

Etant seuls juges de l'action de leurs militants, ils exigent que cette résolution soit rapportée et que le présent ordre du jour soit inséré dans le Bulletin Syndical de la 19e Région ainsi que dans la « Vie Ouvrière ».

La Conférence féminine

La Conférence féminine vient d'avoir lieu (le dimanche 17). La délégation des usines de Rouen y était nombreuse, bien composée. Elle a la parole la première, elle se comporte bien. Des camarades qui n'ont jamais parlé se débrouillent et disent des choses intéressantes. On doit compter avec Rouen. On a la leçon du samedi passé. Aucune attaque n'aura lieu au cours de la journée.

Après l'audition des délégués de Rouen, Darnétal, Barentin, Saint-Etienne, Elbeuf, Le Havre, Louviers, etc., Alice Brisset parle, Richetta aussi. Pas d'attaques contre Rouen, sinon des conseils pour l'avenir.

Vient la résolution dénommée : « Appel ». Je demande la parole pour dire que la délégation de Rouen votera cette résolution, qui ne contient aucune attaque directe contre Rouen, mais des critiques sur les grèves en général.

Pour les 0 fr. 50 de l'heure sur lesquels nous n'étions pas d'accord, on s'est enfin expliqué à la Conférence, disant que c'était une indemnité de 4 fr. par jour en attendant la revision des tarifs, le syndicat de Rouen étant avant tout pour la revision des tarifs. Pour les Comités d'usines, nous en sommes partisans à la condition qu'ils soient sous le contrôle des sections syndicales d'usines. Nous avons fait remarquer que nous tenions à faire cette déclaration pour éviter que le lendemain, dans la presse, on lance des pierres dans le jardin du syndicat de Rouen, en disant que nous étions « revenus de nos erreurs », que nous avions tout accepté, etc.

Richetta qui, sans doute, ne s'était pas soulagé à son cœur content, a éprouvé le besoin de répondre en disant que nous étions venus avec un esprit de bataille et que, dans l'avenir, on fera encore la critique des grèves, malgré ceux à qui ça ne plaît pas.

Pauvre Richetta ! Il avait déjà prix deux volées de bois vert par les ouvriers de Rouen, il n'en a pas risqué une troisième. Sans doute, il ira se la faire donner par son ami Maurice Thorez qui lui fera encore une fois la leçon sur la tactique des grèves à Roanne.

Non, ce n'est pas nous qui étions venus avec un esprit de bataille ; nous avons été bien sages, bien calmes et la Conférence féminine nous a renforcés dans notre position. Elle nous a même donné des satisfactions. Nous avons constaté que le syndicat de Rouen était le mieux portant; c'est qu'on n'y travaille pas si mal qu'on le dit. Ceux qui étaient venus pour frapper un coup contre la minorité ont dû en rabattre devant la volonté des ouvriers.

Germaine GOUJON.

Secrétaire du Syndicat du Textile de Rouen.

A travers les Livres

J. Doriot. — LES COLONIES ET LE COMMUNISME (Montaigne).

« Quel est le roitelet nègre ou le propriétaire d'esclaves qui aurait, en dix années, détruit la population d'un pays comme l'A. E. F. qui, on le sait, est passée sous la domination coloniale de 4.950.000 habitants en 1911 à 2.821.000 en 1921? » Et à combien moins encore en 1929, après le carnage de la compagnie des Batignolles?

Ce livre contient d'excellentes choses, mais je lui ferai le reproche de trop insister sur certains facteurs secondaires de la colonisation, et pas assez sur d'autres. Par exemple le vieux refrain de la colonie-débouché.

Les colonies ne sont pas des débouchés, ou fort peu. On n'y envoie que des objets destinés aux Blancs. Si la colonie doit n'être qu'un débouché, la conquête guerrière ne s'explique pas, la simple concurrence commerciale peut suffire. Non, la base du colonialisme, c'est l'exportation des capitaux, c'est-à-dire la recherche de bras à exploiter, et il est guerrier parce que la *force* est nécessaire pour obliger les bras au travail. Et ceci explique aussi le développement de plus en plus marqué — dont Doriot parle peu — des cultures industrielles aux colonies : les indigènes mourant de faim devant des milliers d'hectares plantés de caoutchouc, de canne à sucre et de coton. — J. P.

Tristan Rémy : PORTE CLIGNANCOURT (Rieder).

La zone et la vie grise des zoniers.

Un ménage, des gosses. La mort qui disloque le pauvre attelage. Une autre femme vient faire la relève auprès du père Grandjean. Puis, à son tour, le père meurt dans un accident de travail. La femme retourne au ruisseau d'où elle était sortie... Mais l'aîné veille sur la nichée. Pourtant, un jour, le drame naît entre la mère détraquée et Milo, qui est plus l'enfant de la zone que le sien.

Un livre qui a le goût populaire; un peuple tel que nous le connaissons, avec ses beaux cœurs solides et ses lamentables épaves — ni lècherie veule, ni pessimisme systématique. Et l'accent d'un conteur probe, tranquille, qui ne se pousse pas derrière de grands héros de pacotille. — B. G.

Joseph Jolinon : LA FOIRE (Rieder). Suite et fin des histoires de Corpuscu.

Des histoires qui ne manquent pas d'une certaine température, dans ce bourg où les odeurs de décomposition ne manquent pas non plus. On y retrouve tous ces braves gens que l'on a connus, toujours préoccupés de la « bêtise » à faire. D'autant plus préoccupés qu'une particulière, flanquée de quelques demoiselles, est venue monter boutique en Corpuscu, le tout protégé par un costaud qui mettra au pli le vertueux Ganglion. Et par là-dessus une foire, avec attractions sensationnelles — surtout à l'heure où les boutiques sont fermées.

C'est la vie d'une petite ville, avec son atmosphère lourde, son sang chargé, ses mijotements sales, Ganglion meurt, le bouis-bouis ferme, la sous-préfecture s'en va, mais Corpuscu, bien sûr, va continuer son existence — à ras du fumier. — B. G.

Notes Economiques

TROTSKY SORT ; LES BOURGEOIS RENTRENT

Quand Trotsky avait été envoyé au Turkestan, les anciens fonds russes du temps du czar, encore cotés en Bourse, avaient monté.

Maintenant que Trotsky est exilé, le capitalisme international ne peut plus cacher sa joie. Il sait son heure venue. Dès le 6 février, un des plus notables représentants du capitalisme britannique, le Président de la Chambre de Commerce de Bradford (Bradford, capital de la laine britannique!) disait au Congrès de cette Chambre de Commerce :

« Voici qu'en Russie la situation commence à se révéler meilleure qu'il y a quelques années. Bien qu'en apparence les communistes soient encore solidement en selle, en réalité ils ont dû lâcher les rênes et faire à l'individualisme une plus large place. *Je crois que désormais le temps est venu où la pénétration pacifique commerciale de la Russie pourra être entreprise avec profit.* »

Ce M. Hamilton ne se trompe pas. Lorsque tous les révolutionnaires, lorsque tous ceux qui ont *fait* la Révolution sont en prison, en Sibérie ou en exil, le temps est venu, en effet, pour les laineux de Bradford et d'ailleurs, pour tous les commerçants et tous les industriels, pour tous les banquiers et tous les capitalistes, petits ou grands, d'Europe ou d'Amérique, d' « entreprendre avec profit » l'exploitation des travailleurs russes.

Quand Trotsky quitte la Russie, les Présidents de Chambre de Commerce peuvent y rentrer.

LA « CONJONCTURE » ECONOMIQUE ET LA « CONJONCTURE » PSYCHOLOGIQUE

C'est toujours un problème angoissant pour les militants qui ont la responsabilité de conduire les mouvements ouvriers que celui de déterminer si le moment est, ou n'est pas, économiquement favorable pour lancer un mouvement. En principe, la question est simple : il n'est pas un travailleur qui ne sache que c'est quand le travail donne à pleins bras qu'une grève a le plus de chance de réussir, et qu'au contraire, si les « affaires » ne marchent pas, s'il y a du chômage, il est fort à craindre que la grève ne se termine par un échec.

Le problème serait donc facile à résoudre si, malheureusement, les facteurs psychologiques, qui sont pour le succès d'une bataille au moins aussi importants que les facteurs économiques, ne jouaient pas souvent juste à contre-temps des facteurs économiques. Quand les affaires vont bien, en effet, que le patron a la frousse de voir ses ouvriers aller s'embaucher ailleurs, la tyrannie patronale s'adoucit : le contremaître passera à l'ouvrier bien des choses pour lesquelles, en d'autres temps, il le flanquerait à la porte, et même le patron n'hésite pas à accorder, quelquefois avant qu'on les lui demande, des augmentations individuelles, qui permettent de faire bouillir un peu moins pauvrement la marmite. Dès lors, à ces époques qui sont les moments économiquement les plus favorables pour obtenir des avantages sérieux et des garanties permanentes, le prolétaire qui se trouve relativement heureux, n'éprouve pas le désir de revendiquer. En revanche, si une crise économique survient, si le patron ne demande qu'à voir son effectif ouvrier baisser afin que baissent ses stocks, alors la tyrannie patronale se fait à nouveau sentir dans toute sa rigueur : brimades et diminutions de salaires tombent dru comme grêle, si bien que le travailleur, exaspéré, ne voit plus que la ressource de partir en grève, alors que précisément le moment n'est pas avantageux au point de vue économique pour faire grève.

De ce phénomène, les événements de ces derniers mois ont été encore une manifestation éclatante.

Deux grandes grèves ont eu lieu au cours de l'hiver. Que la situation économique soit actuellement, d'une manière générale, favorable au succès des grèves, c'est incontestable. Nous sommes pour le moment en une période de « haute conjoncture » (1), l'une de ces périodes de grande activité économique qui précèdent les crises, et dont il faut se hâter de profiter. Néanmoins, les corporations où ont éclaté les deux grèves, celle du textile et celle des mineurs, sont précisément celles pour lesquelles la situation était la moins favorable. L'industrie textile dont les périodes de « haute conjoncture » précèdent généralement les périodes de haute conjoncture des autres industries, avait déjà dépassé le point maximum de son activité ; quant aux charbonnages, le « dumping » auquel s'étaient livrés les charbonnages anglais pour tenter de reconquérir les débouchés perdus lors de la grève de 26, n'hésitant pas, pour cela, à vendre leurs charbons à l'exportation 1 shilling ou 1 shilling et demi au-dessous du prix de revient, avait sensiblement réduit les débouchés des charbonnages français ; ceux-ci avaient dû débaucher et stocker tout au cours de l'année dernière.

En revanche, il n'y eut aucun grand mouvement revendicatif, dans l'industrie qui profite le plus actuellement de la haute conjoncture, celle qui, sans discontinuer, depuis dix-huit mois, jouit d'une prospérité fantastique, qui s'accroît chaque jour, à savoir : l'industrie métallurgique (2).

Au cours de l'année dernière, la production métallurgique française a battu tous ses records : la fonte produite par mois a passé de 744.000 tonnes de moyenne en 1927 à 845.000 tonnes durant le dernier trimestre 1928, l'acier de 689.000 tonnes à 794.000 tonnes. Et cela malgré une très forte hausse des prix qui a été, en un an, de 25 francs la tonne pour la fonte, et de 150 francs pour l'acier laminé. Enfin, en ce moment même, les journaux de métallurgie annoncent que toutes les usines ont toute leur production dès maintenant vendue pour au moins 5 à 6 mois. Commandes en masse, bénéfices considérablement accrus par une hausse des prix à laquelle ne correspond aucune augmentation de prix de revient : on ne peut rêver meilleure situation pour revendiquer. Or, on ne voit nulle part qu'il soit question d'en profiter.

Il ne semble cependant point impossible d'arriver par la propagande à supprimer cette absence de synchronisme entre le facteur économique et le facteur psychologique, à faire qu'aux périodes de haute conjoncture économique ne correspondent point des périodes de basse conjoncture psychologique, car, si sur l'économie nous ne pouvons agir, la psychologie

(1) Je m'excuse d'employer cette expression peu claire et d'allure savantasse, mais je n'en connais pas de meilleure. Comme, d'autre part, elle est de plus en plus employée, il n'est peut-être pas inutile de savoir ce qu'elle signifie. Par « haute conjoncture », les Allemands désignent les périodes dans lesquelles un concours (conjoncture) de circonstances favorables crée une forte activité économique, par « basse conjoncture » celles où un concours de circonstances défavorables crée une dépression économique, — mais dans ce dernier cas la langue française a elle-même une expression meilleure à mon sens, celle de « crise ».

(2) Il est entendu que par métallurgie, j'entends exclusivement la métallurgie lourde ou sidérurgie, c'est-à-dire hauts-fourneaux, aciéries, laminoirs, — et non la mécanique.

est essentiellement du ressort de la propagande ; la propagande peut substituer à la réaction spontanée les vues à longue échéance. Une telle œuvre semble bien être parmi les tâches les plus urgentes; préparer les esprits et les cœurs à partir en grève, lorsque le moment est économiquement favorable, est d'une autre utilité que de se mettre toujours en travers des grèves qui éclatent, sous le prétexte que la situation économique n'est pas favorable.

L'UNION FER-CHARBON

Nous avions déjà appelé l'attention sur l'union qui se faisait entre les grands charbonnages et les grandes entreprises métallurgiques français, à l'instar de ce qui s'est réalisé il y a déjà une vingtaine d'années en Allemagne (1). Cette union vient de faire un nouveau pas, décisif. Le plus important, le plus puissant et le plus vieux des charbonnages français, *Anzin*, vient de s'unir avec la plus importante, la plus puissante et la plus vieille des entreprises métallurgiques françaises, les *Aciéries de la Marine*.

Presque en même temps, l'une des plus importantes entreprises métallurgiques de second ordre, les *Aciéries de Pompey*, s'unissait avec l'un des plus importants charbonnages de second ordre, les *Mines de Nœux*. Ces deux fusions font qu'il est maintenant assez peu de charbonnages du Nord ou du Pas-de-Calais, tout au moins parmi ceux qui produisent du charbon à coke, qui soient encore indépendants de la métallurgie.

Voici la liste des unions actuellement réalisées à ma connaissance, liste qui encore est sans doute incomplète :

Anzin-Aciéries de la Marine.
Aniche-Denain Anzin.
Lens-Aciéries du Nord et de l'Est.
Dourges-Hauts-Fourneaux de Saulnes.
Nœux-Pompey.
Douchy-De Wendel.

TROIS GRANDS TRAVAUX

Il est à nouveau fortement question du tunnel sous la Manche. Si les élections anglaises de mai prochain amènent au pouvoir les travaillistes, il est bien probable que cet antique projet, si longtemps rejeté pour raison de « défense nationale », entrera dans la période de réalisation.

De son côté, la Belgique vient de décider la construction d'un grand tunnel, moins important certes que celui de la Manche, mais non négligeable cependant : un tunnel sous l'Escaut.

On sait que l'Escaut arrive devant Anvers, soit à près de 100 kilomètres de son embouchure, par un estuaire magnifique, de près de 500 mètres de large et de plus de 10 mètres de profondeur à marée haute. C'est cet estuaire, pénétrant profondément au milieu des terres, qui a permis à Anvers de devenir l'un des plus grands ports du monde. Mais, s'il est un lien avec l'extérieur, l'estuaire de l'Escaut est aussi une barrière intérieure. Comme on ne peut songer à jeter par-dessus lui des ponts, qui gêneraient la navigation, le Nord de la Belgique se trouve, de ce fait, séparé en deux : la partie Est, à droite de l'Escaut, et la partie Ouest, à gauche, ne pouvant communiquer l'une avec l'autre qu'au moyen de quelques bacs. C'est pour obvier à cet inconvénient, pour relier davantage matériellement, et peut-être aussi moralement, Anvers au restant de la Belgique, que le gouvernement belge vient de faire décider la réalisation de ce projet, très vieux aussi, d'un tunnel sous l'Escaut, à hauteur d'Anvers.

Mais le projet le plus intéressant, et qui lui, est déjà en pleine voie de réalisation, est celui conçu par la Hollande. Il ne s'agit de rien moins que de combler le Zuyderzee, de faire de ce grand golfe, véritable mer intérieure, une terre ferme et cultivable, une sorte de gigantesque polder.

Une digue, longue d'une trentaine de kilomètres, fermera l'entrée du golfe; d'autres digues délimiteront à l'intérieur du golfe de vastes surfaces d'où l'eau sera entièrement pompée ; plus de 200.000 hectares de nouvelles terres de culture qu'on dit devoir être très fertiles, et qui seront situées naturellement au-dessous du niveau de la mer, seront ainsi créés ; entre ces terres on circulera au moyen des canaux et des petits lacs qu'on aura laissé subsister ici et là, sur l'emplacement de l'ancien golfe, et qui serviront également à l'irrigation.

Voici déjà près d'une dizaine d'années que cet immense travail est commencé; on s'est assigné trente-deux ans pour l'achever.

R. LOUZON.

(1) Voir la *R. P.* de mai 26.

LA

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

LE MANUEL D'HISTOIRE MIS A L'INDEX !

La discussion est ouverte, dans le Parti communiste et l'*Humanité* lui consacre une tribune hebdomadaire. Le 3 mars dernier, on pouvait lire dans cette tribune une lettre de L. Croset, membre du Comité de la région orléanaise du Parti communiste et secrétaire de l'Union régionale des Syndicats Unitaires.

« *Notre journal régional, le* Travailleur *reçoit — écrit Croset — les critiques de la Fédération des Jeunesses Communistes pour avoir conseillé aux enfants la lecture du Manuel d'Histoire édité par la Fédération Unitaire de l'Enseignement. IL FAUT COMBATTRE CE LIVRE, PARAIT-IL.* »

Les lecteurs de la R. P. n'ignorent pas que ce manuel d'histoire est une œuvre collective, que sa publication a été décidée par les Congrès de la Fédération de l'Enseignement, qu'il a été longuement préparé par le rassemblement d'une documentation d'origine multiple ; que son texte a été rédigé, revu et corrigé par des militants syndicalistes — parmi lesquels des communistes notoires — ; que son inscription sur les listes départementales des livres scolaires est une des revendications les plus pressantes des syndicats unitaires et que des sections du Syndicat national confédéré se sont associées, sans réserves, à leur action (dans la Seine, par exemple, pour cela comme pour la radiation des livres bellicistes, nous avons réalisé le front unique).

L'affirmation de Croset date déjà de plusieurs semaines. Depuis sa publication, rien n'est venu l'infirmer, aucune réaction ne s'est produite du côté des communistes de la Fédération de l'Enseignement. Aujourd'hui, nous n'avons plus à attendre la réponse que l'on élabore sans doute péniblement dans les différents bureaux intéressés. Nous tenons le fait pour acquis : *la Fédération des Jeunesses Communistes a condamné le Manuel d'Histoire.*

Mais cette Fédération n'est pas le Parti communiste ? Non certainement. C'est plus et c'est mieux. Depuis Tours et surtout depuis la bolchevisation, elle a toujours représenté, avec plus de netteté, de pureté

et de rigueur que le Parti lui-même, l'orthodoxie de Moscou. Sur le terrain de l'éducation, ses décisions ont force de loi. Nous l'avons constaté, il y a sept ans, lorsque nous nous sommes opposés, avec nombre d'instituteurs et d'institutrices communistes, aux méthodes d'abêtissement employées dans les groupes d'enfants.

Une organisation politique entend donc s'opposer à la diffusion du Manuel d'Histoire, dans les milieux ouvriers. Quelle que soit cette organisation, cela mérite une prompte contre-offensive ! Si, du côté socialiste, on avait seulement formulé des réserves, les militants de la Fédération de l'Enseignement, n'auraient pas violé la neutralité syndicale, en s'attaquant directement et franchement au Parti au sein duquel elles se seraient élevées. Songez aux phrases ironiques, amères et rudes, qu'une telle attitude socialiste aurait inspirées à Rollo, à Aulas ou à Dommanget !

Ils auraient eu raison, car les prétentions prolétariennes de l'organisation incriminée aggraveraient sa culpabilité. Et lorsqu'il s'agit du groupement qui se pose comme le représentant qualifié du prolétariat révolutionnaire, on pourrait déjà s'étonner d'un manque d'empressement à diffuser le manuel, on doit s'alarmer du boycottage dont il le menace. Il a pour objet de fermer les milieux ouvriers et révolutionnaires à une œuvre qui leur était spécialement destinée.

Comment expliquer, comment justifier cette décision de la Fédération des Jeunesses Communistes ? Nous y retrouvons une manifestation de ce sectarisme, que nous avons déjà dénoncé, en 1927, à propos de l'affaire de la *Librairie du Travail*. Il s'agit de proscrire tout ce qui n'est pas sorti d'une officine communiste ou contrôlée par les communistes.

Le Manuel ne doit rien aux compilateurs de la rue Lafayette. Il est l'œuvre originale du syndicalisme universitaire ; il est le produit d'une initiative qu'aucune influence étrangère aux syndicats n'a provoquée. C'est là, dans notre C. G. T. U. bolchevisée, un fâcheux exemple d'indépendance, pour ne pas dire d'insubordination.

Cette considération-là, soyez-en sûrs, a joué dans l'esprit des jeunes proscripteurs du Manuel. La bolchevisation ne peut admettre que les sympathies contrôlées et dirigées. Tout ce qui n'est pas « dans la ligne », n'est pas seulement hors d'elle, mais contre elle. Un vrai bolchevisé pourrait rejeter le Manuel sans l'ouvrir.

Mais, en le lisant, son hostilité ne pourrait que croître à chaque page. Les auteurs en effet n'ont pas voulu opposer au civisme officiel, au nom duquel on déforme la vérité historique, dans les écoles, un ensemble de formules auxquelles les faits seraient soumis. Avec Louzon, ils ont pensé que « le bourrage de crânes » n'était jamais révolutionnaire. Ils ont été plus loin encore. Ils ont, comme nous l'avons déjà constaté ici même, cru que la vérité suffisait dans sa nudité tout à la fois douloureuse et réconfortante. Ils expliquent toujours, ils commentent aussi rarement que possible, ils ne catéchisent jamais.

Ils n'ont pas eu la prétention de fabriquer des révolutionnaires par la seule vertu de leurs prédications. Ils n'ont pas voulu offrir des idées toutes faites à leurs jeunes lecteurs. Ils ont eu l'audace d'avoir confiance en l'esprit critique et en la conscience personnelle des enfants ouvriers. C'était là s'opposer — qu'ils l'aient voulu ou non — aux tendances éducatives (?) des bolchevisateurs. Ceux-ci veulent des âmes dociles, facilement dominées et encadrées. Un livre qui se propose de libérer l'esprit, en bousculant l'histoire légendaire, est une œuvre dangereuse à leur point de vue.

Mais Croset s'étonne, dans sa lettre, que la Fédération de l'Enseignement et d'autres organisations syndicales continuent à s'occuper de la diffusion du Manuel interdit par les Jeunesses Communistes. Une telle contradiction ne s'explique sans doute que par un manque de liaison entre la Direction du Parti, et la fraction communiste de la Fédération.

Les communistes dominent, en effet, dans l'organisation unitaire du syndicalisme universitaire.

Et nous attendons avec une curiosité — non dépourvue d'angoisse — leur réponse à la lettre de Croset.

Vont-ils continuer à diffuser le Manuel interdit?

La discipline du Parti les frappera-t-elle, dans ce cas, au même titre que les diffuseurs de toutes les publications condamnées?

Si oui, nous nous en réjouirons sans réserves, car nous connaissons nombre d'entre eux comme des esprits indépendants, honnêtes et fiers, qui ne sont pas à leur place dans un parti de bureaucrates et de domestiques.

Sinon, l'opportunisme du Centre bolchevisant, épargnant une Fédération où s'agite encore une minorité indocile, ne détruira pas l'effet des affirmations de Croset. Celui-ci parle en militant qualifié, « qui sait mal farder la vérité ». D'autres sont plus habiles, sans doute, parce que plus prudents et moins francs.

Mais pourquoi ne pas supposer autre chose. Mieux informés des décisions des instances suprêmes de leur Parti, les communistes, membres de la Fédération, vont-ils boycotter à leur tour le Manuel interdit? Vont-ils entraîner la Fédération qu'ils dominent à étrangler son propre enfant, à sacrifier une œuvre qui est sa gloire sur l'autel de la bolchevisation? Une telle hypothèse — pour folle qu'elle soit — n'est ni impossible, ni improbable.

Et, frappé par l'administration, dédaigné par certains réformistes, boycotté par les communistes, ce Manuel de vérité et de probité ne sera-t-il plus défendu, en fin de compte, que par les seuls syndicalistes révolutionnaires?

Ce serait là, encore, une situation symbolique.

Roger HAGNAUER.

Comptes rendus "absolument inexacts"

La façon partiale et malhonnête dont *l'Humanité* a rendu compte du récent Congrès de la XXe Union régionale unitaire a indigné jusqu'à des militants de la majorité de la C. G. T. U. Témoin la résolution suivante, qui fut lue devant ledit Congrès, et qui est l'indice d'un réveil de l'opinion ouvrière :

Le Syndicat du Gaz de Paris, constatant que les comptes rendus du 4e Congrès de la XXe Union publiés par le journal l'Humanité *étaient absolument inexacts ;*

Considérant que du fait que l'Humanité *est le seul journal de la classe ouvrière, l'inexactitude de ce compte rendu est de nature à porter préjudice à certaines organisations syndicales ou à certains militants qui peuvent apparaître comme n'ayant pas respecté le mandat à eux confié ;*

Estime, en conséquence, que les Syndicats doivent avoir un certain droit d'appréciation sur la façon avec laquelle les rédacteurs de l'Humanité *rédigent les comptes rendus des Congrès syndicaux ;*

Regrette que la majeure partie du compte rendu des premières séances du Congrès ait été rédigée sous une forme inexacte et que trop souvent les appréciations du rédacteur aient remplacé le résumé de l'intervention de l'orateur ;

Invite les camarades correspondants de l'Humanité *à faire un compte rendu aussi exact que possible des travaux du Congrès.*

Après le Congrès de la XXe Union

Le point de vue du Syndicat des T. C. R. P.

Parce qu'ils ont voté contre le rapport moral au récent Congrès de la XXe Union régionale unitaire, les militants des T.C.R.P. ont été attaqués avec violence, dans l'Humanité, *par le bureau de ladite Union. Il leur était reproché d'avoir en cette circonstance voté comme la « minorité contre-révolutionnaire » de la Ligue Syndicaliste.*

Dans l'Unitaire, *l'organe du Syndicat, de mars, le bureau syndical explique son vote dans un article dont nous croyons utile, pour l'édification des militants, de reproduire l'essentiel :*

Sur les cinq points suivants, il y avait divergence de vues entre le secrétariat de la XXe U.R. et le Syndicat des T.C.R.P. :

1° Sur la radicalisation des masses;
2° Le réveil des inorganisés;
3° L'autocritique des grèves;
4° La grève des T.C.R.P. de juin 1928;
5° La combativité de la main-d'œuvre féminine.

Sur le premier point, *la radicalisation des masses*, que dit le rapport de la XXe U.R.?

Que les masses se radicalisent, que nous sommes dans une période d'offensive ouvrière, que la mentalité des ouvriers s'élève, qu'un examen des derniers mouvements est la preuve formelle que la masse est en voie de radicalisation.

Voici notre point de vue à ce sujet : Nous disons, et nous avons dit à la tribune du Congrès, que les masses n'étaient pas en voie de radicalisation. Pour appuyer notre démonstration, nous avons pris des exemples récents, tels la grève générale du Textile du Nord qui mobilisa environ 40.000 grévistes sur 150.000 ouvriers de la corporation pendant quelques jours seulement (à part la grève d'Halluin), grève trahie par les chefs réformistes et socialistes, mais qui n'empêcha pas, quelques jours après, les trahis de voter pour le socialiste Lebas, un des responsables de l'échec de leur grève.

Un autre exemple : la grève des mineurs du Gard, de l'Aveyron et de la Loire, qui se termina par un échec, grève qui aurait dû être générale et englober l'ensemble des bassins français, mais mobilisa seulement quelques milliers de travailleurs.

Prenons encore un autre exemple de la non-radicalisation des masses : dernièrement, pour protester contre l'augmentation des loyers, la Fédération des Locataires de la Région parisienne convoquait les locataires à un grand meeting à Japy. La salle n'était pas archibondée, et quand on pense qu'il y a des centaines de mille de locataires dans la région parisienne, on est obligé de dire qu'ils sont loin d'être radicalisés, vu l'augmentation scandaleuse des loyers prévue pour avril prochain.

Un autre exemple tout récent, ces jours derniers, les 28.000 ouvriers de chez Renault, venant travailler, trouvent les portes de l'usine fermées, la Seine ayant baissé, l'usine ne pouvait fonctionner. Croyez-vous qu'ils ont protesté? Allons donc! Ils sont partis bien tranquillement chez eux, sans protester et sans manifester.

Et dans les Services publics, si les camarades étaient radicalisés, auraient-ils accepté à 90 % d'être frustrés du rappel de 1926?

Nous pourrions poursuivre très loin les exemples qui prouvent que le point de vue du secrétariat de la XXe U. R. est erroné.

A ceux qui nous disent qu'il y a de nombreuses grèves, nous répondons qu'au point de vue révolutionnaire elles ne rapportent en général rien, que le mécontentement cesse aussitôt que la masse a reçu, bien souvent, une simple promesse du patronat. Dire, comme le fait Raynaud au nom du Bureau de la XXe U. R., que la masse se radicalise, c'est ne pas connaître ce qui se passe dans les usines, les chantiers, les bureaux, etc.

On nous a reproché d'employer une formule arithmétique pour discuter la radicalisation; en effet, nous disons que sur 12 millions d'ouvriers, ce ne sont pas 2 ou 300.000 travailleurs qui, au cours d'une année sont entrés résolument dans la lutte, qui peuvent servir à prouver que les masses se radicalisent.

On nous a dit aussi : « Alors, vous êtes contre les grèves? » Nous avons répondu que nous n'étions pas contre les grèves, au contraire, car elles permettent très souvent d'améliorer la situation matérielle des travailleurs, mais qu'actuellement, avec l'apathie de la masse au point de vue révolutionnaire, et dans de nombreux cas, les organisations n'en tirent aucun profit.

Ce sont ces motifs et beaucoup d'autres qui ne nous permettent pas d'affirmer, comme le font les secrétaires de la XXe U. R., qu'il y a radicalisation des masses.

2° *Le réveil des inorganisés.*

Là encore, il ne nous est pas possible d'accepter le point de vue du secrétariat qui, dans le rapport moral (page 13), écrit : « *Les masses inorganisées sont tellement réveillées qu'elles sont souvent en avant des ouvriers organisés* ».

C'est un défi au bon sens que d'écrire de semblables sornettes. Malgré cela il s'est trouvé des délégués au Congrès qui, pour nous faire entendre raison, nous ont traités de gauchistes, droitiers, anarchistes, anarcho-syndicalistes, anarcho-réformistes, etc.

Peu nous importe les qualificatifs, nous savions que nous représentions le point de vue de nos mandants, cela nous suffisait.

3° *L'autocritique publique des grèves.*

Les délégués des T.C.R.P. au Congrès de la XXe U.R. combattirent vigoureusement ce mot d'ordre.

Autant ils sont partisans de faire une autocritique sérieuse d'un mouvement qui a échoué devant les militants de l'organisation, autant ils sont adversaires d'une autocritique devant la masse des non-syndiqués et des jaunes au lendemain d'une grève malheureuse.

Pourquoi? Parce que, au lendemain d'un mouvement, nous trouvons anormal que des individus qui se sont faits les auxiliaires du patronat au cours de la lutte soient autorisés à en faire l'autocritique. Nous ajoutons que lorsqu'il y a eu échec, la masse est suffisamment démoralisée, sans que l'on vienne encore accentuer le courant de défection vis-à-vis de l'organisation syndicale par une critique souvent fausse, comme celle qui a jeté le trouble dans les T.C.R.P. à la suite des appréciations erronées du secrétariat de la XXe U. R. et des inepties racontées un peu partout par des censeurs en mal de discours ou de copie.

4° *La grève des T.C.R.P.*

Que nous reprochait le rapport sur la question de la grève des T.C.R.P.?

1° D'avoir déclenché le mouvement sans que l'ensemble des camarades des T.C.R.P. soient présents;

2° De ne pas avoir fait la propagande dans les dépôts.

Ces deux appréciations sont fausses, et nous répondons que si ceux qui ont voté la grève au Cirque d'Hiver et à la Grange-aux-Belles l'avaient faite, elle aurait été gagnée.

Sur le deuxième point, nous disons que les réunions dans les dépôts ont été faites pendant un mois, que nous tenons les ordres du jour à la disposition du Bureau de la XXe U. R.

Sur l'autocritique de notre grève, nous avons encore reproché au secrétariat de la XXe U.R. de toujours voir les responsables des échecs des grèves dans les secrétaires de syndicat, mais par contre de négliger les responsabilités de la masse et celles, *souvent plus précises*, des dirigeants des organismes centraux.

5° *La combativité de la main-d'œuvre féminine.*

Sur cette question, nous avons combattu le point de vue de la Commission féminine; nous avons dit que le rapport sur la main-d'œuvre féminine était beaucoup trop optimiste, qu'il surestimait la combativité des femmes et que cela était dangereux pour la conduite des mouvements futurs.

Nous avons précisé notre point de vue en indiquant que depuis qu'un gros pourcentage de femmes a été embauché dans les usines, les administrations, les bureaux, etc., la combativité des ouvriers dans les mouvements de grève avait diminué du fait du manque de confiance vis-à-vis de l'élément féminin.

Bien entendu, nous sommes d'accord pour que beaucoup de propagande soit faite parmi les femmes, que du point de vue révolutionnaire il ne doit pas y avoir de cloison étanche entre l'organisation des ouvriers et celle des ouvrières. Toutefois, nous sommes en droit de

constater le peu de résultats acquis par la propagande féminine au point de vue recrutement et élévation de la conscience de classe des femmes.

Les déléguées de la Commission féminine ayant insinué qu'aux T.C.R.P. nous ne faisions rien pour les femmes, il nous fut très facile de leur répondre par des arguments sérieux en leur démontrant la situation du personnel féminin des T.C.R.P. et ce que le Syndicat Unitaire avait fait pour lui; exemples : titularisation, salaires augmentés, congé annuel, congé de couches, habillement, etc.

Donc, quoi qu'en ait dit la secrétaire de la Commission féminine de la XXe U.R., l'action du Syndicat Unitaire des T.C.R.P. en faveur des camarades receveuses a été positive, les résultats sont là.

Nous pouvons même affirmer que très peu de syndicats ont si bien travaillé que le nôtre dans l'intérêt de la main-d'œuvre féminine....

Le Bureau Syndical.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

LUNDI 11 MARS. — Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail discute la proposition anglaise de revision de la convention des huit heures.

MARDI 12. — A Halluin, arrestation de Cornette et de Maurice Porreye.

Tchécoslovaquie. — Scission dans le Syndicat général industriel adhérent à l'I. S. R.

Espagne. — A Madrid, la police tire sur des étudiants qui manifestent.

MERCREDI 13. — Le gouvernement décide le maintien des loyers actuels jusqu'au 1er juillet 1929.

JEUDI 14. — Le gouvernement obtient la majorité sur la rentrée des congrégations missionnaires.

VENDREDI 15. — Interpellations sur les morts de l'armée du Rhin : la Chambre vote la confiance au gouvernement.

SAMEDI 16. — *Chine.* — Seize millions de personnes souffrent de la famine.

DIMANCHE 17. — Un gréviste est blessé par un jaune, à Halluin.

LUNDI 18. — Deux généraux et un colonel de l'armée du Rhin reçoivent une sanction.

— Lock-out aux usines Continzouza.

Allemagne. — La « General Motors » achète les usines d'automobiles Oppel.

MARDI 19. — Libération de Le Gourriérec.

MERCREDI 20. — Meeting commémoratif de la commune, salle Bullier

— Mort de Foch.

Indes. — Arrestation de travaillistes et de communistes.

Chine. — Congrès du Kuo-Ming-Tang.

Tchécoslovaquie. — Bagarres à la Maison du Syndicat général industriel.

JEUDI 21. — Le Sénat refuse de discuter le projet instituant le vote des femmes.

VENDREDI 22. — Débat sur la C. P. D. E. au Conseil municipal.

— Mort de J. Mazaud, des cochers chauffeurs confédérés.

Indes. — Grandes manifestations des grévistes de Bombay.

SAMEDI 23. — Le député Doriot prend la parole à un meeting du Syndicat Unitaire des Métaux.

— Mort de Sarrail.

DIMANCHE 24. — Coup de force policier contre la conférence de la Région Parisienne du Parti Communiste, à Clichy.

Italie. — « Elections » fascistes.

Belgique. — Le Syndicat des instituteurs quitte l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement.

LUNDI 25. — Perquisitions à *l'Humanité* ; au Conseil municipal, les élus socialistes votent la confiance à Chiappe.

Espagne. — Primo de Rivera annonce qu'il va quitter le pouvoir.

« Traître à la Révolution »

Le 18 mars — le jour anniversaire de la Commune de Paris! — *l'Humanité* a publié une dépêche datée de Moscou, que nous tenons à reproduire *in extenso*, tant elle montre à quels arguments odieux les dirigeants du Parti Communiste russe ont pu descendre.

Car nous ne sommes pas dupes; il est facile de faire voter de telles résolutions par des ouvriers qui, lorsqu'ils ne pensent pas comme les bureaucrates du Parti et des Syndicats, sont dans l'impossibilité d'exprimer leurs vrais sentiments.

Quant à *l'Humanité*, elle s'est, une fois de plus, déshonorée.

Moscou, 17 mars. — (*Humanité.*) — Une réunion des ouvriers des ateliers des tramways de Kiew a adressé une lettre à Trotsky où il est dit : « Nous avons lu avec la plus grande indignation vos manifestations contre-révolutionnaires vis-à-vis de l'Union Soviétique. Nous vous considérons comme un traître à la révolution prolétarienne. Désormais vous êtes jugé. Vos articles sur l'Union Soviétique sont des mensonges et des diffamations. Nous ne voulons pas polémiquer avec vous, car nous considérons qu'une polémique avec un traître est indigne de la classe ouvrière. Vous avez commis un crime infâme dont vous devrez répondre devant le prolétariat. »

La réunion a adressé aux ouvriers d'Angleterre, d'Allemagne, de France, une lettre dans laquelle il est dit : « Nous considérons l'attitude de Trotsky, ancien participant de la Révolution d'Octobre, ancien chef de l'armée rouge, et sa collaboration à la presse bourgeoise comme un scandale honteux. Au moment où des milliers de prolétaires révolutionnaires languissent dans les geôles bourgeoises et sont assassinés, Trotsky serre la main des bourreaux de la classe ouvrière, des Noske et autres. Honte à Trotsky dont les mensonges soulèvent la colère des masses. Nous vous invitons à la lutte décisive contre les manifestations diffamatoires de Trotsky. »

***

Le rapport Chabrun sur la conciliation obligatoire

M. Chabrun, député de la Mayenne, a déposé son rapport sur le projet Loucheur, instituant la conciliation obligatoire. Il prend soin de dire et de répéter que le droit de grève n'est nullement menacé. Mais il confirme que l'intervention officielle (ministre ou préfet) sera obligatoire *avant* le déclenchement de tout conflit. Alors?

Notons cependant que l'article 136 du projet primitif, qui punissait de 16 francs à 10.000 francs d'amende (1) « quiconque, par le refus de répondre à une tentative obligatoire de conciliation... aura provoqué une cessation collective de travail », a disparu du texte modifié joint au rapport de M. Chabrun. Mais il reste l'article 134, qui prévoit une amende de 16 francs à 1.000 francs pour « tout employeur ou employé qui refusera de se prêter aux tentatives de conciliation... »

Voici la conclusion du rapport de M. Chabrun :

En cas de conflit collectif, avant même qu'il y ait eu cessation de travail, à la demande d'une des parties, une entrevue doit obligatoirement avoir lieu entre employeurs et employés. Si aucune des parties ne prend l'initiative, le ministre du Travail ou le préfet sont autorisés à la prendre. De même, si aucun accord n'intervient, dans le cas où les parties ont spontanément organisé la tentative de conciliation, l'autorité publique peut les obliger à une nouvelle conversation. Elle a le droit de les appeler à nouveau si une cessation du travail est intervenue.

Il est loisible aux parties de demander que les pourparlers aient lieu en présence de conciliateurs choisi d'un commun accord. L'autorité publique, de son côté, peut nommer des conciliateurs choisis d'après des règles précises ou envoyer les intéressés devant une Commis-

(1) Voir le texte primitif dans notre n° 74.

sion supérieure paritaire choisie au sein du Conseil National Economique.

Si la conciliation a lieu, elle est sanctionnée par un procès-verbal d'accord ou par un contrat collectif.

Si l'on ne s'est pas entendu, ou si l'on n'a pas voulu accepter l'entretien, l'opinion publique est saisie des causes de la non-entente et devient ainsi juge des responsabilités. C'est la sanction la meilleure qu'on puisse trouver. Enfin, des amendes peuvent être prononcées contre ceux qui se sont refusé à la conversation. Le jugement qui les condamne peut être publié par voie d'affiches ou par insertion dans les journaux. Des circonstances atténuantes peuvent être accordées. (Loi du 28 décembre 1928.)

Reste la question importante de l'intervention des syndicats dans la tentative de conciliation.

Votre rapporteur ne saurait dissimuler, sur ce point, sa pensée personnelle. Il considérerait comme garantie de l'efficacité des mesures envisagées, l'obligation d'appeler les syndicats ou Unions des syndicats ouvriers et patronaux aux discussions engagées, la Commission et le gouvernement estiment que l'organisation professionnelle n'est pas encore suffisamment développée pour qu'il soit possible d'aller jusque-là.

On a admis néanmoins que les parties auraient toujours le droit de se faire assister des représentants de leurs syndicats et que l'autorité publique, lorsqu'elle prendrait l'initiative de la tentative de conciliation, aurait le droit, en tout état de cause, d'appeler les syndicats intéressés.

Enfin, si le conflit est né au sujet d'un contrat collectif signé par un syndicat, celui-ci sera obligatoirement partie au différend.

Il est bien entendu que si les parties se sont entendues par avance sur un mode de conciliation ou d'arbitrage, elles peuvent toujours y arriver, à moins que, d'un commun accord, elles décident d'user de la procédure instituée par le texte.

Telle est l'économie générale du projet.

Si modeste qu'il soit et justement parce qu'il est modeste, il semble qu'il soit de nature à faire progresser l'idée du règlement amiable des conflits du travail.

Certaines expériences étrangères, celle notamment de la législation canadienne, démontrent l'utilité de la conversation obligatoire en matière de conflits collectifs du travail. Souhaitons qu'en France, le texte qui vous est proposé obtienne les mêmes heureux effets. En tout cas, les libertés corporatives restent intactes, le projet ne peut donc produire les résultats nocifs que certains semblent redouter. Les droits de la classe ouvrière sont pleinement respectés et toutes les précautions ont été prises pour que, même en apparence, aucune atteinte n'y soit portée.

⁂

La C.G.T.U. et les grèves récentes

La commission des grèves de la C.G.T.U. a siégé quatre jours, les 5, 6, 7 et 8 février ; elle a adopté une série de résolutions — que la Commission Exécutive confédérale a ratifiées — sur les récents mouvements. Nous reproduisons les parties principales de trois de ces résolutions ; Germaine Goujon y répond dans ce numéro en ce qui concerne la grève du Textile de Rouen; Thibaudeau nous a adressé son article sur la grève des dockers de Bordeaux, nous le publierons dans notre prochain numéro; quant au mouvement de la Loire, nous lecteurs se reporteront à l'étude d'U. Thévenon, que nous avons publiée le 15 février.

Les grèves du Textile de Rouen-Darnétal. — La C.E. constate que la grève de Darnétal a été préparée et déclenchée d'une façon normale. Les cahiers de revendications ont été discutés, et présentés, dans les entreprises, par des délégations directes. Un Comité de grève, composé de représentants des diverses usines en lutte fut constitué, et fonctionna. Dès le début, une organisation sérieuse de la solidarité fut mise debout. Enfin, une véritable tactique de débauchage fut employée. Il faut citer le fait qu'une entreprise, où le pourcentage des grévistes était insuffisant, fut débrayée à fond par ces grévistes, rentrés momentanément, et agissant avec discipline, sous les ordres du Comité de grève.

La grève de Rouen n'a pas été engagée dans les mêmes conditions. Aucune préparation véritable, mais l'envoi prématuré au patronat d'un ultimatum du syndicat, qui ne groupait qu'un faible pourcentage d'ouvriers et d'ouvrières. Aucun dépôt de cahiers de revendications dans les entreprises. Le mouvement fut lancé dans un meeting, qui comptait 1.500 assistants au maximum, et dont beaucoup n'étaient pas de la corporation, sur 7.500 à 8.000 ouvriers du textile dans la ville. Nul Comité de grève véritable ne fut constitué et ne fonctionna. Cette grève, apparemment déclarée pour soutenir le mouvement de Darnétal, fut déclenchée, en vérité, pour essayer de fortifier le syndicat (déclaration de Germaine Goujon). La grève avait ainsi pour but le recrutement, et non la lutte pour les revendications. La solidarité ne fut pas organisée d'une façon pratique.

La C. E. constate qu'un déclenchement prématuré, sans que les revendications déposées aient été discutées et approuvées par les ouvriers, constitue une véritable orientation réformiste. Le réformisme ne consiste pas toujours à briser ostensiblement un mouvement. Le déclenchement hâtif, et sans préparation, aboutit pratiquement au même résultat.

La grève des dockers de Bordeaux. — Les interventions de notre délégué unitaire au Comité de grève, pour appliquer la tactique de la C. G. T. U., se sont heurtées au bloc des réformistes et de quelques éléments de la C. G. T. U., qui se sont révélés, au cours de la grève, comme des adversaires déterminés.

La direction du Syndicat unitaire a cédé, à maintes reprises, au chantage de ce bloc réformiste, qui menaçait de rompre l'unité.

Le marchandage du maire Marquet : *Soyez calmes, la police n'interviendra pas,* fut une première manœuvre, permettant au patronat de faire venir les briseurs de grève. Elle fut défendue, tout particulièrement, par Thibaudeau, de la C. G. T. U., et acceptée par le Comité de grève, sans protestation de nos camarades unitaires, sous menace de rompre le front unique :

Cette politique de conciliation a sérieusement compromis le mouvement. Avant l'intervention du délégué confédéral, le défaitisme s'emparait des grévistes, déçus par les résultats négatifs des démarches réformistes.

L'action collective sur le port répondait au désir des masses, et c'est par-dessus la tête du délégué fédéral qu'elle s'est faite, bien que ce dernier ait souligné, antérieurement, son accord avec la tactique de la C. G. T. U., et accepté le mandat de la mettre en application.

Cette politique du front unique, mise en échec par l'intervention directe des délégués de la C. G. T. U., s'est néanmoins poursuivie. On a assisté à un acte de solidarité entre délégués unitaires et réformistes du Comité de grève, entre le délégué de la Fédération réformiste et de la Fédération unitaire des Ports et Docks, contre la proposition faite par le délégué direct de la C. G. T. U. pour l'élargissement du Comité de grève, alors que le secrétaire de la Fédération unitaire avait accepté les mesures de rectification, prises par la C. G. T. U., contre les liquidateurs de la grève.

Enfin, le délégué fédéral a volontairement négligé les tâches de recrutement dans le syndicat unitaire, favorisant la tactique des réformistes. C'est seulement grâce à l'initiative des militants unitaires locaux, que la masse des dockers put affirmer son attachement à la C. G. T. U., sous forme d'adhésion au syndicat unitaire.

La grève des mineurs de la Loire. — La décision de grève fut prise par la Commission exécutive du Syndicat, alors que le congrès de la Fédération du Sous-Sol avait très justement recommandé des congrès régionaux. Une assemblée d'information, convoquée hâtivement et dont les auditeurs étaient sans mandat, ne pouvait tenir lieu de congrès. Les inorganisés n'ayant pas été appelés à discuter et à ratifier la décision, n'ont pas été intimement liés au déclenchement de la grève, malgré leur fort pourcentage (90 %).

Les mesures d'organisation de la grève elle-même n'ont pas été prévues. La Commission exécutive, qui ne représentait que 10 % des grévistes, s'est automatiquement transformée en organisme directeur du mouvement, en dehors de tout Comité de grève véritable, et sans la participation effective des diverses catégories en lutte : coloniaux, étrangers, jeunes, inorganisés. Aucune organisation de solidarité, du ravitaillement, de

l'action directe n'était envisagée. Il fallut improviser pendant le conflit...

...Il convient de signaler une véritable sous-estimation des manœuvres de trahison des chefs réformistes. Si ceux-ci sont sans influence à Saint-Etienne, ils ont trompé les mineurs de Firminy, et secondé les compagnies et les gouvernants (manœuvre de la liquidation des Houillères de Saint-Etienne, campagne de presse, etc..., etc...).

Certains militants unitaires eux-mêmes, notamment à la Ricamarie, à Terrenoire, à Roche-la-Molière, ont accentué la désagrégation, en se montrant comme de véritables réformistes, au sein des organisations unitaires. La C. E. souligne ce fait avec force. Il signifie que l'on doit impitoyablement démasquer les réformistes, fourvoyés dans la C. G. T. U. (1).

ENTRE NOUS

NOTRE NOUVEAU LOCAL

Nous voici installés au 54 de la rue du Château-d'Eau. Ce n'a pas été une petite affaire que de rester dans le quartier, près de la Bourse du Travail et de la Grange-aux-Belles. Nous aurions voulu deux pièces, mais le prix nous a effrayés. Nous n'en avons pris qu'une. Déjà, pour cette seule pièce, au cinquième étage, nous devrons payer, loyer et charges comprises, dans les 3.000 francs. Ce n'est pas tout; le déménagement, les dépenses d'installation du téléphone et de l'électricité ont entraîné des frais sérieux. Notre changement de local nous a fait dépenser déjà 4.000 francs de frais supplémentaires environ.

Vous pensez si nous avons besoin que l'on nous aide à couvrir cette dépense! La souscription a l'air de chômer depuis quelque temps. Une reprise est indispensable; nous sommes sûrs qu'elle se produira. Le premier camarade de province qui ait franchi le seuil de notre nouveau local, le camarade Leblanc, de Saint-Quentin, un ancien militant des maçons parisiens, a tenu à ouvrir la liste par un versement de 200 francs.

Nous n'en demandons pas autant à chacun de nos amis; mais que tous fassent l'effort, petit ou grand, proportionné à leurs moyens.

UNE PERMANENCE

Quittant le quai Jemmapes, une grosse question s'est posée à nous. Jusqu'ici, quand quelqu'un s'amenait au quai dans la journée, facteur ou abonné, soit pour régler son abonnement, soit pour chercher quelque numéro, il ne s'en retournait pas bredouille bien que la porte du premier fût fermée; en bas, dans la boutique de la Librairie du Travail, le père Petit prenait son argent ou donnait les numéros demandés. Il n'en serait plus de même maintenant, la Librairie du Travail étant d'un côté et nous d'un autre. Toutes ces dernières semaines, nous avons pu mesurer le changement. Aussi avons-nous dû envisager l'installation d'une permanence régulière.

Une autre considération nous y a poussés. Depuis la publication du Plan de travail pour l'administration, nous n'avons pas enregistré l'écho que nous escomptions. Nous réclamions de tous nos amis, de ceux de Paris comme de ceux de province, un effort sérieux de plusieurs mois. Notre appel n'a pas été entendu. Quand on s'adresse à tous, personne ne le prend individuellement pour lui.

Pourtant nous savons qu'il y a au moins 500 camarades sur nos 975 abonnés qui seraient franchement désolés si, dégoûtés de piétiner sur place, fatigués d'appeler à l'aide, nous arrêtions la publication de la « Révolution Prolétarienne ». Alors que faire? Il ne nous restait qu'une solution : attacher un camarade à l'administration de la R. P. quelqu'un qui aura la charge d'assurer mieux qu'elle ne le fut toutes ces années la correspondance courante pour l'administration et la rédaction, de relancer nos amis et d'organiser la chasse aux abonnés.

Nous avons fait l'impossible, pendant quatre années, pour éviter cette solution. Plus moyen d'hésiter. Il nous faut non pas nous y résigner, mais l'adopter carrément.

Comment couvrir les frais réguliers qu'elle entraîne, retrouver chaque mois les 1.000 francs qui indemniseront le permanent? Nous avons tablé sur une somme de 1.500 francs (permanent, supplément de loyer, frais plus élevés de correspondance) à faire rentrer chaque mois en plus de nos rentrées habituelles. 1.500 francs, cela représente 40 abonnés à 40 francs. Est-il possible, par le travail méthodique du permanent, de les obtenir chaque mois? Nous n'en doutons pas. D'abord en réduisant le pourcentage des désabonnements; des camarades se désabonnent pour des raisons qui tenaient à une administration irrégulière. Ensuite et surtout en faisant enfin ce que notre grand César avait fait jadis pour la Vie Ouvrière, *et projeté de refaire pour la R. P. : rechercher des camarades disposés à s'occuper de la diffusion, trouver le Thévenon de chaque département, de chaque quartier ou de chaque corporation à Paris. Le jour où nous aurons ce camarade dans cinquante départements, ce n'est pas 40 abonnés nouveaux que nous inscrirons par mois, mais une ou deux centaines.*

Restait à choisir le permanent. La tâche a été offerte à Barat, qui n'a pas pu accepter, mais qui continuera à fournir le même effort de travail. Elle a été proposée ensuite, et proposée avec une certaine vigueur, à Chambelland, qui a accepté. Comme il venait de relayer Marzet à la cuisine de la rédaction, le voici chargé de l'ensemble, administration et rédaction. Il entre en fonctions ce mois-ci.

Le travail ne lui manquera pas. Tout d'abord il devra nettoyer l'arriéré; beaucoup de dépôts et de multiples n'ont pas réglé de longtemps; des abonnés sont en retard; des soutiens n'ont pas encore commencé leur versement de 1929 en fin mars.

Désormais, la correspondance ne moisira plus; on trouvera quelqu'un au bureau de la R.P. Chambelland aura besoin de quelques matinées et de quelques après-midis; les permanences seront tenues alors par quelque autre camarade. Mais la porte ne sera plus fermée; on ne s'y cassera plus le nez.

Notre décision comporte une part de risque, évidemment. L'échec est possible. Il n'est pas probable. La réussite peut être très facilement obtenue si Chambelland trouve les concours que nous sommes en droit d'escompter. Et il les trouvera, bien sûr, en secouant fort les négligents et les endormis.

⁂

La permanence sera ouverte tous les jours, sauf le dimanche, de 9 heures à midi et de 14 heures à 19 heures.

Toutefois, par suite d'un empêchement matériel, elle ne sera ouverte que l'après-midi pendant la semaine qui suit les fêtes de Pâques, c'est-à-dire du 2 au 6 avril.

Dès le 8 avril, les camarades y trouveront quelqu'un toute la journée.

(1) Retenons le terme : « fourvoyés ». Toutes les tendances, y compris la tendance réformiste, ont-elles, oui ou non, leur place dans la C. G. T. U. ?

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.
Impr. « LABOR », 2, Bd de Vaugirard, Paris (15e)

Les Editions de la Librairie du Travail

Vient de paraître :

LISSAGARAY

HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition, revue et préfacée par **Amédée DUNOIS**

Un volume in-16 jésus de 612 pages. . . . . **25 francs**

Le Colis de Propagande de la Librairie du Travail

17, rue de Sambre-et-Meuse, PARIS (10e)

Téléphone: Combat 08-02. — Chèque Postal: 42-03 Paris

LA COMMUNE DE 1871

COLIS DE 10 Fr. FRANCO

DOMMANGET. — **Eugène Varlin**	1 »
DOMMANGET. — **L'instruction publique sous la Commune**	1 50
LENINE. — **La Commune de Paris**	0 40
Karl MARX. — **La Guerre Civile en France**	6 25
Léon TROTSKY. — **La Commune de Paris**	0 60
***. — **La Commune de Paris,** textes et documents	1 25
***. — **La Planchette à Livres N° 2. La Commune**	0 50
	11 50

COLIS DE 25 Fr. FRANCO

Les ouvrages précédents, plus :

BOURGIN. — **Histoire de la Commune**	6 »
TALES. — **La Commune de 1871**	12 »
	29 50

COLIS DE 50 Fr. FRANCO

Les ouvrages précédents, plus :

BOYER. — **La Vierge Rouge, Louise Michel**	12 »
LISSAGARAY. — **Histoire de la Commune de 1871**	25 »
	66 50

COLIS DE 100 Fr. FRANCO

Les ouvrages précédents, plus :

Louise MICHEL. — **La Commune**	12 »
Elisée RECLUS. — **Correspondance,** 3 vol.	45 »
***. — **Nouvelle Histoire de France,** par un groupe de professeurs et d'instituteurs de la Fédération de l'Enseignement	9 »
VUILLAUME. — **Mes Cahiers Rouges au temps de la Commune**	12 »
	144 50

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 251.210

Chèque postal
MARCEL HASFELD
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Jack LONDON. — **Belliou-la-fumée** (Crès) ..... 12 »
Jean-Victor PELLERIN. — **Têtes de Rechange**, précédé d'**Intimité** (Calmann-Lévy). 12 »
Stefan ZWEIG. — **Vingt-quatre heures de la Vie d'une femme** (Attinger) ..... 12 »
Rudyard KIPLING. — **Sur le Pont** (Jonquières) ..... 12 »
André GIDE. — **Si le Grain ne meurt** (N.R.F.) ..... 15 »
Emile ZOLA. — **Madame Sourdis**, roman inédit suivi de nouvelles inédites (Fasquelle ..... 12 »
Maurice MAETERLINCK. — **La Grande Féerie** ..... 12 »
H.-G. WELLS. — **M. Blettsworthy dans l'Ile Rampole** (Montaigne) ..... 12 »

COLLECTION « LES TEXTES FRANÇAIS »
XVIe à XIXe siècle

Alfred de VIGNY. — Tome I : **Les Poèmes** (texte établi et présenté par Jean Chuzeville. — Edit. Fernand Roches) ..... 18 »
François RABELAIS. — Tome I : **Gargantua** (texte établi et présenté par Jean Plattard. — Edit. Fernand Roches) ..... 18 »

QUESTIONS SOCIALES

Charles GIDE. — **Le Coopératisme** (Sirey) ..... 15 »
Louis LATZARUS. — **Un ami du peuple, Monsieur Coty** (Valois) ..... 10 »
P.-J. PROUDHON. — **Lettres**, choisies et annotées par Daniel Halévy et Louis Guilloux (Grasset) ..... 15 »

EN SOUSCRIPTION

POUR PARAITRE EN OCTOBRE 1929

Victor Serge

L'AN I DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Un volume de près de six cents pages prix actuel *quinze francs* franco.

Nous réservons ce prix spécial aux premiers souscripteurs qui, connaissant la valeur des écrits déjà publiés de l'auteur, n'hésiteront pas à souscrire, dès à présent, à cet ouvrage qui est de la classe des « Dix jours qui ébranlèrent le Monde » de John Reed.

Comprenez l'importance d'une telle publication, et les charges qu'elle représente. Aidez-nous.

Songez aussi que le prix définitif sera de 25 francs, et que le prix actuel de souscription ne sera maintenu que quelques semaines.

Souscrivez sans tarder par chèque postal N° 43-08.
Seules les souscriptions payées seront inscrites.

Nouvelle adresse : 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-Xe. — Téléphone : Combat 08-02
Chèque postal : N° 43-08, Paris